



 ترانسبیرانسی المغرب  
transparency maroc  
association reconnue d'utilité publique

## **RAPPORT MORAL 2023**

Adressé à  
l'Assemblée Générale Ordinaire Élective  
du 5 avril 2025 à Rabat



ترانسپرانسي المغرب  
transparency maroc

association reconnue d'utilité publique

## RAPPORT MORAL

### Année 2023

*Adressé à  
l'Assemblée Générale Ordinaire Élective  
du 5 avril 2025 à Rabat*



# Table des matières

<b>Introduction</b>	<b>6</b>
<b>I. L'environnement de la lutte contre la corruption</b>	<b>6</b>
<i>a. Contexte international</i>	6
<i>b. Le Contexte national</i>	7
<b>II. Les indicateurs de la gouvernance et de la démocratie</b>	<b>9</b>
<i>a. Présentation de l'Indice de Perception de la Corruption (2023) et celui de la démocratie</i>	9
<i>b. La situation de la démocratie et des libertés</i>	12
<b>III. Politiques publiques et institutions de gouvernance</b>	<b>13</b>
<i>a. L'activité législative du gouvernement</i>	13
<i>b. Activités des institutions de gouvernance</i>	14
b1. La Cour des comptes	14
b2. L'instance nationale de probité, de prévention et de lutte contre la corruption	17
b3. Conseil de la Concurrence : Affaire des hydrocarbures	20
<b>IV. Les affaires de corruption portées devant la justice (2023)</b>	<b>24</b>
<i>L'affaire de l'ancien ministre Mohamed Moubdii</i>	24
<i>L'affaire du dossier « Escobar du Sahara »</i>	24
<i>L'affaire de la clinique de Bouskoura à Casablanca</i>	25
<i>Les affaires des marchés publics dans le secteur de la santé</i>	25
<i>L'affaire du casino Saadi</i>	26
<b>V. Projets et activités de l'association</b>	<b>26</b>
1. <i>Renforcement des capacités de la société civile en matière de plaidoyer (E-Fahm)</i>	26
2. <i>Projet « Regrouper les efforts pour accélérer les progrès en Afrique »</i>	27
3. <i>Projet « Renforcement des réseaux de la société civile en matière de redevabilité » (SANCUS)</i>	27
4. <i>Lecture dans le livre de feu Maître Abderrahim Berrada</i>	28
5. <i>Partenariats et ouverture</i>	28
6. <i>Projet d'adhésion</i>	29
7. <i>Stratégie de recherche de financements</i>	29
8. <i>Renouvellement de l'accréditation de Transparency Maroc</i>	29
9. <i>L'Accréditation de TM a été accordée</i>	30
<b>VI. Les perspectives : Deux impératives pour le renouveau et la continuité</b>	<b>30</b>

## Introduction

Ce rapport d'activité de 2023 devait être finalisé et présenté à l'assemblée générale électorale par notre regretté secrétaire général de l'association, feu Maître Abdelaziz Nouaydi. Le 28 juin 2024, l'association et le barreau de Rabat, ont organisé un hommage à l'Homme après son décès subit le 2 mai 2024, lors d'une interview avec l'équipe de la rédaction du journal la Voix du Maroc, consacrée au thème de la lutte contre la corruption et la plaidoirie pour le procès équitable et l'Etat de droit. Lors de cet hommage, un film documentaire et un livret, constitués de témoignages de ses amis et collègues, ont donné quelques aperçus de la personnalité et des actions de l'Homme. Cette rencontre a été clôturée par la signature d'une convention de partenariat, initiée par feu Abdelaziz, entre l'association et le barreau de Rabat. La ferveur et l'abnégation du regretté dans ses différents centres d'intérêt et convictions, enseignement, barreau ou la lutte pour les droits humains et surtout l'immense charge de ses ambitions a fait vaciller sa capacité de résistance physique. Notre unique condoléance dans sa grande perte, pour sa famille, pour nous ses amis et collègues et pour le mouvement de défense des droits humains, est de poursuivre le chemin qu'il s'est fixé avec nous pour l'association et mettre en œuvre les chantiers qu'il a ouverts, en reconnaissance de ses efforts en matière de défense des droits humains, de probité, de démocratie et de l'Etat de droit. Que son âme repose en paix.

## I. L'environnement de la lutte contre la corruption

### a. Contexte international

Les années 2022 et 2023 ont été marquées par la guerre russo-ukrainienne, avec un impact évident sur la politique internationale et sur l'économie mondiale. Les événements tragiques de Gaza, de la Cisjordanie et d'Al Qods et récemment au Liban ont pour leur part assombri davantage les perspectives de paix, de respect des droits humains et de la concorde internationale. Les tendances inflationnistes sur les prix des denrées alimentaires et des carburants continuent d'ébranler les marchés internationaux avec leurs effets néfastes sur les marchés intérieurs et le pouvoir d'achat des populations. Dans un contexte général de repli de la démocratie, d'extension de l'autoritarisme et de la xénophobie, les

valeurs universelles conquises durant le XXème siècle semblent ébranlées non seulement dans leur mise en œuvre, mais également dans leur consécration formelle dans de très nombreux pays.

Dans la région MENA, l'apaisement relatif qui a suivi les guerres meurtrières en Iraq, en Syrie et au Yémen a été dramatiquement interrompu depuis neuf mois par les massacres et les destructions massives perpétrées par l'Armée israélienne à Gaza, en réaction à l'attaque menée par les mouvements de résistance palestinienne notamment Hamas. Le soutien inconditionnel apporté à Israël par les États Unis et la plupart des pays occidentaux n'a pas fléchi face au risque de génocide sur lequel, pourtant, la Cour Internationale de Justice a alerté la communauté internationale. Ce soutien continue de se manifester par le veto au Conseil de sécurité, la désinformation et la répression dans de nombreux pays de toute opinion ou action visant à dénoncer la déshumanisation des Palestiniens, la négation de leur identité et de leur droit à la Palestine libre. Aux crimes de guerre et violations manifestes du droit humanitaire international, s'ajoute la volonté de la puissance occupante de renier aux populations palestiniennes le statut de réfugiés et de terres occupées en cherchant à remettre en cause l'action, voire l'existence de l'UNRWA dont l'existence même témoigne depuis plus de 75 ans du déni de justice dont sont victimes les Palestiniens.

Le contexte international pour le mouvement mondial de la lutte contre la corruption a connu l'élection d'un nouveau président et la vice-présidente de Transparency International en les personnes de M. François Valérian et Mme Ketakandriana Rafitoson lors de l'assemblée générale qui s'est tenue à distance du 10 au 12 novembre 2023. De même, un comité de TM, avec feu le secrétaire général Abdelaziz, a participé à la conférence internationale anticorruption à Atlanta en décembre 2023.

## b. Le Contexte national

Le Maroc continue de souffrir d'une corruption systémique et endémique.

La lutte contre la corruption ne constitue pas un objectif prioritaire du gouvernement installé depuis les élections du 8 Septembre 2021. Tant s'en faut. Autant sa composition que ses actions témoignent de l'aggravation de la connivence entre le pouvoir politique et la sphère des affaires. En témoignent à titre indicatif les faits suivants :

- La nomination à la tête du gouvernement de M. Aziz Akhanouch, l'un des principaux hommes d'affaires du pays dont la fortune émerge à l'échelle continentale selon le classement de Forbes, sans mettre en place les moindres mécanismes de prévention et de sanction des délits d'initiés et des conflits d'intérêt. De fait, ses entreprises et celles de son épouse sont largement bénéficiaires de diverses mesures d'incitation financière et de commandes publiques, y compris par entente directe et appel d'offres restreints.
- D'autres membres du gouvernement maintiennent aussi des intérêts économiques dans les secteurs qu'ils administrent, dans une opacité que dénoncent régulièrement la société civile et les medias indépendants.
- En juillet 2021, les sanctions prononcées par le conseil de la concurrence contre les distributeurs de produits pétroliers ont été gelées. Le 23 novembre 2023, cette instance a conclu une transaction financière avec les entreprises concernées et leur organisation professionnelle, tendant à annuler la sanction de juillet 2021, par une somme forfaitaire de 1.840.410.426 dirhams à titre de règlement définitif de l'impact des ententes massives documentées autant par cette instance que par le Parlement et le Ministère de tutelle. Cette décision opaque, injuste et sans fondement légal ne va pas dans le sens d'encourager une concurrence saine et l'Etat porte atteinte autant au crédit de ses propres institutions constitutionnelles qu'au discours qu'il développe sur la justice sociale, l'état de droit, la loyauté et la liberté des transactions ;
- Gel de la stratégie du gouvernement pour la lutte contre la corruption (SNLCC) adoptée fin 2015 tel qu'il s'exprime par la suspension de l'activité du comité de suivi, qui ne s'est réuni que 2 fois en huit ans, alors qu'il devait se réunir au moins deux fois par an ;
- Retrait du projet de loi relatif à l'enrichissement illicite après plus de six ans de débats parlementaires ;
- Implication de nombreux cadres politiques et élus dans des affaires mafieuses : trafic de drogue et blanchiment d'argent, falsification de documents publics, faux en écritures publiques, détournements de fonds, etc...

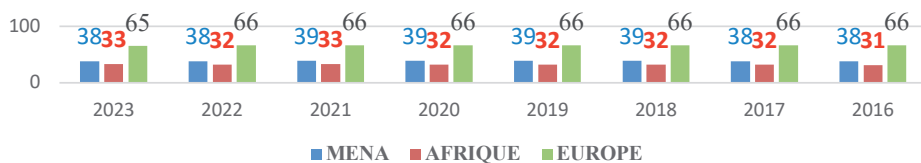
Sur le plan social, l'année 2023 a été caractérisée par la hausse continue du coût de la vie portée notamment par les prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Elle a connu aussi de nombreux mouvements sociaux de longues durées en particulier dans le secteur de l'enseignement avec les grèves répétées des enseignants et celles des étudiants en médecine et pharmacie ainsi que le HIRAK de Figuig où la population se bat pour son droit à préserver son patrimoine en eau, source devenue rare dans la région.

## II. Les indicateurs de la gouvernance et de la démocratie

### a. Présentation de l'Indice de Perception de la Corruption (2023) et celui de la démocratie

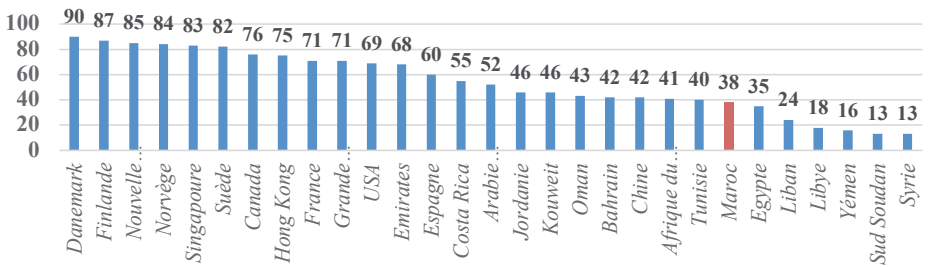
Cette année comme les précédentes, l'Indice de perception de la corruption indique un très mauvais résultat pour le Maroc. Le score moyen mondial de l'IPC s'établit en effet à 43/100, manifestant ainsi une stagnation depuis 2016. Dans toute la région MENA la moyenne oscille entre 38 et 39 alors qu'elle s'établit pour l'Europe et les Amériques autour de 66.

Score moyen selon des régions du Monde



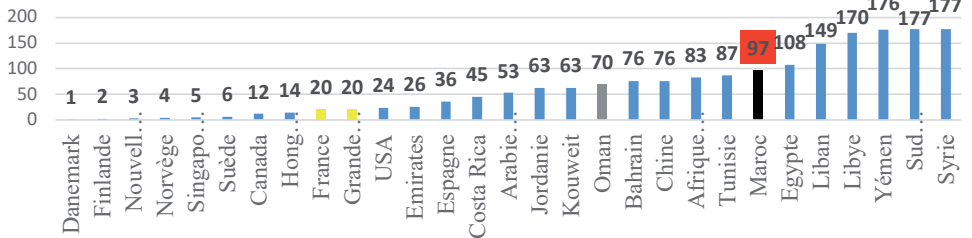
Les graphiques ci-dessous présentent le classement d'une sélection de pays par continent et région. Les mieux classés obtiennent un score qui varie entre 80 et 90 sur 100 (le Danemark en tête avec 90 points). Quelques pays se situent autour de la moyenne comme l'Espagne et le Costa Rica (Espagne 60 et Costa Rica 52), alors que « les derniers au classement n'atteignent pas 20 points (Libye, Sud Soudan et Syrie avec 13 points).



Scores d'une Sélection de pays,  
en 2023

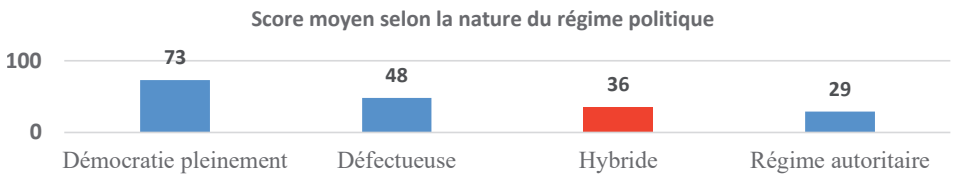
Le classement des pays étant directement lié au score obtenu

Classement d'une sélection de pays



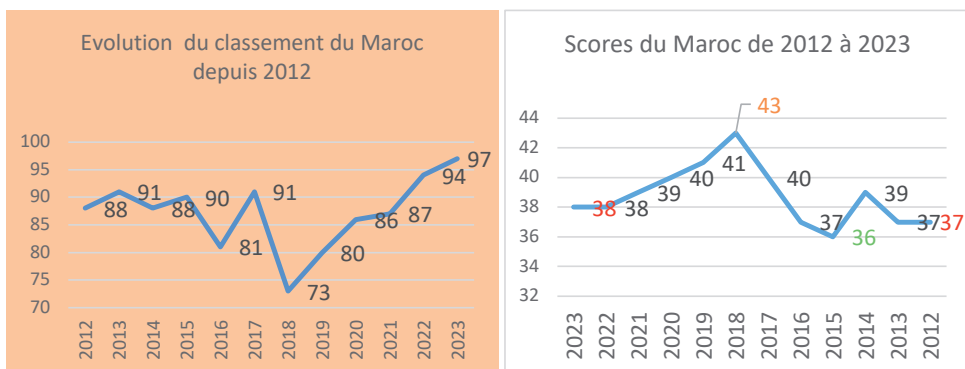
Les scores moyens sont clairement corrélés à la nature des régimes politiques, de l'état de la démocratie et de la gouvernance. En tête du classement on trouve, sans surprise les pays reconnus pour leur fonctionnement démocratique qui tournent autour d'une moyenne de 73 points sur 100. Alors qu'en queue du tableau on retrouve des régimes autoritaires ou en état de conflit avec un score moyen de 29 points. Les régimes politiques hybrides se situent à un score moyen de 36 et les démocraties défectueuses à 48 points.

Scores moyens selon la nature du régime politique



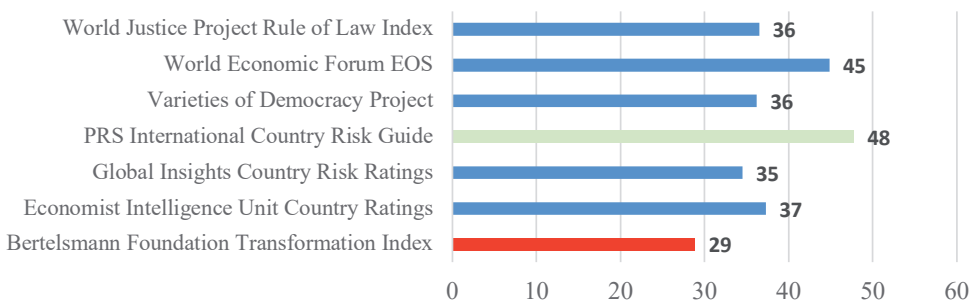
Le score de 38 obtenu par le Maroc est le même que celui de 2022. Le pays perd néanmoins 3 places en passant de la 94<sup>ème</sup> place à la 97<sup>ème</sup> sur un total de 180 pays figurant dans le classement. Durant toute la décennie précédente sa position demeure inchangée pratiquement : 37 en

2012-13 et 38 en 2022-23 : enregistrant un recul de 10 places par rapport à 2021 et de 24 places par rapport à 2018.



La notation s’effectue pour le Maroc sur la base de données recueillies par 7 agences et enquête subséquentes. Leurs évaluations respectives indiquent en 2023 comme pour d’autres années des écarts notables : deux agences ont attribué respectivement des scores de 45 et 48. Le plus faible est de 29, attribué par Bertelsmann Fondation. Les scores des autres agences se situent autour de 36, (voir graphique ci-dessous).

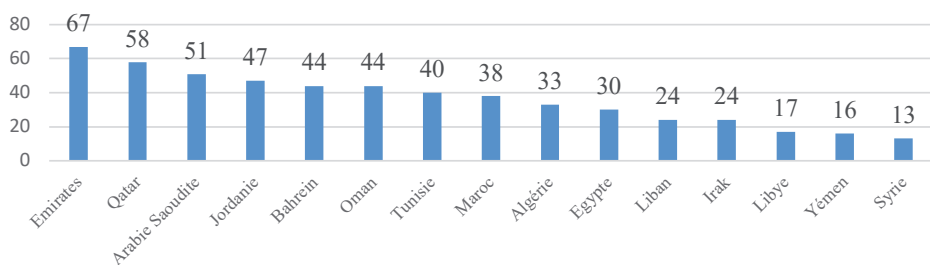
**Score du Maroc selon les agences en 2023**



Le score de 38 attribué au Maroc est le même que LE SCORE MOYEN celui de la région MENA. Sept pays arabes ont de meilleures performances que le Maroc, notamment la Tunisie avec 40, les Emirats 67, la Jordanie avec 47 points.

Des pays qui vivent dans des situations de conflits ont des scores beaucoup plus faibles comme la Libye, le Yémen et la Syrie.

Scores des pays arabe en 2022



## b. La situation de la démocratie et des libertés

Chaque année, l'Economist Intelligence Unit publie **un indice de démocratie** qui évalue les pays en fonction de soixante indicateurs couvrant plusieurs domaines, tels que les processus électoraux et le pluralisme, les libertés civiles, ou encore la participation et la culture politique des populations. Selon l'édition 2023, publiée en février 2024, la situation de la démocratie est en recul un peu partout dans le monde. La moyenne mondiale de cet indice est passée à 5,23 sur 10 en 2023, contre 5,29 en 2022.

On observe à son analyse la confirmation d'une forte corrélation entre les bonnes performances dans l'indice de la démocratie avec l'indice de perception de corruption.

Les pays les mieux classés sont la Norvège, la Nouvelle-Zélande, l'Islande, la Suède et la Finlande, avec des scores de 9,30 sur 10 ou plus. Parmi les pays les moins bien classés figurent l'Afghanistan, la Corée du Nord, la Syrie, qui présentent des scores de démocratie inférieurs à 1,50.

Le déficit de la démocratie s'accompagne par des déficits des libertés civiles et politiques ainsi que celui de la liberté d'expression et de la presse. Reporters sans Frontières a classé le Maroc, en 2022 à la 135<sup>ème</sup> place sur 180 Etats et à la place 144 en 2023, ce qui représente **un recul de 9 places en 2023**.

La majorité des déficits relevés par les différents indicateurs soulignent un dysfonctionnement du système national d'intégrité du pays et la nécessité de la mise en œuvre d'un Etat de droit.

### III. Politiques publiques et institutions de gouvernance

#### a. L'activité législative du gouvernement

Le refus d'incriminer l'enrichissement illicite et de mettre à niveau les peines sanctionnant la corruption est au cœur du retrait par l'actuel gouvernement du projet de réforme du Code pénal qui était en discussion au Parlement. Le ministre de la Justice allègue à ce sujet que la répression de l'enrichissement illicite enfreint la présomption d'innocence, faisant fi autant des plaidoyers en faveur de cette évolution menés par l'INPPLC, Transparency Maroc et la plus part des forces démocratiques du pays que des recommandations des instances internationales en la matière. Il ne semble tirer non plus aucun enseignement de l'article 107 de la loi organique 13.100 relative au Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ) qui déclare que : « Le Président délégué du Conseil (CSPJ) est chargé du suivi du patrimoine des juges. Il est toujours habilité, après accord des membres du Conseil, à estimer, par voie de contrôle, les patrimoines des juges, de leurs conjoints et de leurs enfants. Peut être poursuivi disciplinairement tout magistrat dont il est prouvé que les biens ont augmenté de façon significative au cours de la période de l'exercice de ses fonctions, qu'il ne peut justifier de manière raisonnable. »

Transparency Maroc rappelle à ce sujet que la prévention et la répression aussi bien de l'enrichissement illicite que des conflits d'intérêts sont prévus par la Convention des Nations Unies et la Convention africaine contre la corruption. Ils constituent avec des mesures effectives de protection des lanceurs d'alerte, des témoins et des victimes de la corruption des instruments essentiels de la politique de lutte contre la corruption et des corollaires indispensables au contrôle et à l'efficacité des mesures de suivi des déclarations du patrimoine.

Dans le même ordre d'idées, il faut rappeler que la gouvernance repose aussi sur l'exercice effectif du droit d'accès à l'information et que la loi adoptée en 2018 demeure insuffisante dans sa formulation, comme dans sa mise en œuvre effective pour atteindre les objectifs minimums de la transparence dans la gestion de la chose publique.

## b. Activités des institutions de gouvernance

### b1. La Cour des comptes

Un faible taux d'application des recommandations et une indépendance à renforcer. La Cour des Comptes (CC) est une institution indépendante prévue par la Constitution. C'est un acteur étatique stratégique en matière de promotion de la bonne gouvernance et de consécration de l'Etat de droit. A travers le suivi de la mise en œuvre de ses recommandations, il est possible de mieux apprécier son rôle et l'impact effectif de ses interventions.

Au début, la Cour des Comptes a eu une existence plus formelle que réelle. Ce passé pèse lourdement sur le présent, et rend difficile le changement. Dans le plan stratégique 2022-2026 de la CC, la qualité des recommandations et le suivi de leur mise en œuvre effective figurent parmi les six orientations stratégiques. Depuis 2022, le suivi de la mise en œuvre des recommandations se réalise sur la base d'une plateforme numérique. Ce qui a permis l'amélioration du processus de suivi. Cette expérience a progressivement démarré avec les départements ministériels, en vue d'être étendue graduellement à l'ensemble des établissements et entreprises publics (EEP), ainsi qu'aux collectivités territoriales (CT). Dans le dernier rapport annuel de la Cour des comptes, au titre de la période 2022-2023, deux niveaux de suivi sont à distinguer. Pour la CC, en tant qu'institution nationale et centrale, au titre de cette période, le suivi a concerné 389 recommandations formulées à la suite de 44 missions de contrôle. Sur l'ensemble de ces recommandations, 89 concernent dix organismes publics dont les informations sur la mise en œuvre n'ont pas été renseignées dans la plateforme, soit 23% des recommandations. Le nombre de recommandations mises en œuvre ne dépasse pas 62 sur 389, soit environ 16% du total. Ainsi 84% des recommandations sont réparties en 191 recommandations partiellement mises en œuvre (49%) et 136 recommandations non mises en œuvre (35%). C'est là une situation alarmante, pouvant porter préjudice à la crédibilité de cette institution stratégique dans le devenir démocratique de l'Etat.

Pourquoi cette faible réactivité des organismes contrôlés par la CC ? D'après le dernier rapport annuel, qui se veut d'abord pédagogique, les organismes concernés par cette insuffisance dans la mise en œuvre des recommandations, ont évoqué le besoin nécessaire d'une mise en œuvre graduelle, compte tenu notamment de « la faible disponibilité des res-

sources financières ». Réponse peu convaincante, car il s'agit souvent de recommandations ne nécessitant guère une mobilisation de ressources et touchant plutôt à la qualité du mode de gouvernance interne desdits organismes contrôlés. Pour d'autres, la mise en œuvre des recommandations serait conditionnée par l'adoption de nouveaux dispositifs juridiques. D'autres enfin ont attribué le retard de mise en œuvre à l'inapplication de certaines réformes en lien avec lesdites recommandations. Ce sont là des arguments faiblement recevables.

Au niveau des Cours Régionales des Comptes (CRC), le nombre de recommandations dont le suivi a été assuré, atteint 6 135 recommandations, portant sur 409 missions de contrôle. Là, par contre, le taux de mise en œuvre est plus élevé, atteignant 3 214 recommandations appliquées, soit 52% du total. Le nombre de recommandations non mises en œuvre totalement ou partiellement s'élève à 2 921, avec 1 928 recommandations partiellement mises en œuvre (32%) et 993 recommandations dont la mise en œuvre n'a pas été du tout entamée (16%). Les principales contraintes évoquées pour justifier le défaut de réponse ou les réponses partielles sont afférentes au manque de ressources financières, humaines et de formation, ainsi qu'à la complexité de certaines procédures. Mais, d'après les réponses, il s'agit aussi de manque de coordination, d'irrespect des engagements financiers ou de difficultés à mobiliser le foncier adéquat pour certains projets.

En réalité, aussi bien au niveau national qu'au niveau territorial, l'explication principale réside dans la faible consécration effective du principe fondamental de la reddition des comptes à travers notamment des mécanismes de contrôle interne garantissant la transparence, avec l'application automatique de sanctions.

### *PRINCIPAUX AXES DU RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES (2022-2023)*

Le rapport 2022-2023 est presque à cheval entre deux exercices. Outre les attributions juridictionnelles des juridictions financières (discipline budgétaire et financière, vérification et jugement des comptes), le rapport relate les travaux menés sur le contrôle et le suivi des déclarations de patrimoine, ainsi que l'audit des comptes annuels des partis politiques et l'examen des comptes des campagnes électorales et de l'emploi du soutien annuel supplémentaire. Il concerne, également, le suivi de la mise en œuvre des grands chantiers de réformes (protection so-

ciale, investissement, réforme du système d'éducation, refonte du système de santé, établissements et entreprises publics, système fiscal et finances publiques,) et enfin, le contrôle de la gestion, y compris l'évaluation des programmes et projets publics, ainsi que le suivi de la mise en œuvre des recommandations. Ainsi, pour la « déclaration obligatoire de patrimoine », la CC considère que le modèle actuel de déclaration ne permet pas un suivi efficace de l'évolution du patrimoine. En effet, tout contrôler, c'est ne rien contrôler. A ce niveau, le contrôle gagnerait à être mieux ciblé sur la base d'une cartographie risques, tout en recourant aux nouvelles technologies pour dématérialiser les processus de contrôle, les rendre plus pertinents/efficaces et réduire au maximum les obstacles et difficultés. Concernant les partis politiques, bien que l'enjeu financier ne soit pas important, il en va de la crédibilité des principaux acteurs politiques et des institutions étatiques, en particulier le parlement et le gouvernement. Ces acteurs sont censés être les premiers à donner l'exemple en matière de transparence et de moralisation de la vie politique. Le suivi des grands chantiers de réforme a concerné en particulier la protection sociale, la réforme de l'investissement, le secteur des EEP, et la réforme des finances publiques. Le contrôle de la CC a aussi porté sur la gestion et l'évaluation des programmes et projets publics, aussi bien pour les secteurs financiers et administratifs que les secteurs sociaux, les secteurs productifs et les infrastructures, sans oublier le développement territorial et la gestion des services publics territoriaux, dans le contexte de la régionalisation avancée qui gagnerait à être accélérée. Enfin, la CC a aussi mené des travaux d'auto-évaluation, à travers l'appréciation des impacts effectifs de ses propres recommandations antérieures.

La principale faiblesse à souligner est relative à la programmation des missions de contrôle qui gagnerait à être plus transparente et effectuée sur la base d'une cartographie des risques. Ainsi, la CC semble donner peu d'importance au contrôle des marchés publics, aux niveaux national et territorial, alors qu'il s'agit d'une zone à risques prioritaire en matière de lutte contre la corruption et de protection des biens et des deniers publics.

## b2. L'instance nationale de probité, de prévention et de lutte contre la corruption

### *RAPPORT DE L'INSTANCE NATIONALE DE PROBITÉ, DE PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION DE 2022 :*

#### 1. Diagnostic de la corruption

Le rapport de l'INPPLC de 2022 rappelle le recul du Maroc dans l'indice de perception de la corruption (IPC) de 5 points et de 23 places sur 180 pays au niveau mondial passant respectivement de la note de 43/100 à 38/100 et du rang 71 à 94 respectivement en 2018 et 2022, confirmant la corruption systémique et endémique que vit le pays. Ce recul est souligné aussi par les résultats du baromètre arabe de la corruption de 2022 qui montre l'augmentation de la perception de celle-ci, en particulier au sein des populations pauvres, vulnérables et marginalisées, privées notamment de l'accès à une éducation de qualité, à un logement décent, aux soins de santé et autres droits fondamentaux.

Le développement de la corruption est en relation étroite avec le recul de l'Etat de droit, le recul des libertés civiles et politiques ainsi que l'indice de l'efficacité judiciaire et l'indice d'intégrité gouvernementale confirmés par le recul de l'indice V-Dem entre 2019-2022 dans ses quatre composantes.

#### 2. Résultats de l'enquête nationale sur la corruption

La deuxième enquête sur la corruption, effectuée entre le 02 Mai et le 03 Août 2023 auprès de 6000 citoyens résidents et MRE et 1100 entreprises, a révélé une exposition forte à la corruption. « Le secteur de la santé reste le plus touché, suivi par les partis politiques, le gouvernement, le parlement et les syndicats. La corruption est largement répandue dans les domaines des recrutements, nominations et évolution de la carrière dans le secteur public. Elle est aussi répandue dans les domaines des aides sociales, de l'octroi des licences agréments, dérogations et autorisations exceptionnelles ».

Les citoyens résidents déclarent qu'« une personne sur quatre a été touchée par le phénomène et que les secteurs les plus touchés par ces pratiques sont la gendarmerie, les transports, la police, la santé dans le secteur public, la justice, l'urbanisme, l'habitat et l'immobilier dans le secteur privé ainsi que les caïdats et les pachaliks ».



Pour les entreprises, l'enquête révèle que 57% des cas de corruption concernent l'obtention des autorisations administratives, 51% les marchés publics, et 50% l'embauche, la nomination et la promotion. Près de 70% des entreprises interrogées estiment que la corruption est répandue ou très répandue au Maroc. Les aides de l'Etat aux entreprises et aux sociétés privées (42%) et les achats et l'approvisionnement dans le secteur privé (28%) sont perçus comme des sources de corruption. 45% des entreprises estiment que la perception de l'évolution de la corruption a augmenté au cours des deux dernières années.

Par ailleurs, les enquêtés estiment que les causes et les conséquences de la corruption sont sensiblement identiques : « les inégalités sociales, l'appauvrissement de l'État, les inégalités et l'iniquité dans la répartition des richesses, la baisse du pouvoir d'achat et la pauvreté comme des conséquences néfastes de la propagation de la corruption ». Ils rejoignent les résultats de l'étude de TM de 2021 : La corruption systémique, facteur et symptôme du mal-développement.

**Au Maroc, le secteur privé est vulnérable et résigné face à la corruption.** En effet, au cours des 12 derniers mois précédant l'étude, 23% des entreprises ont déclaré avoir été victimes de corruption, mais seulement 3% d'entre elles l'ont signalée. Les plaintes et dénonciations restent faibles en raison de « la banalisation de la corruption, la non croyance dans la plainte ou la dénonciation et la crainte d'éventuelles représailles ».

Les enquêtés « considèrent que les actions anti-corruption qui sont conduites, y compris la SNLCC restent inefficaces. Ils estiment que l'application des lois et sanctions, l'éducation, la sensibilisation, le renforcement des contrôles et inspections et la mise en place d'outils qui facilitent la dénonciation et protègent les dénonciateurs sont les principales actions à mener pour lutter efficacement contre la corruption au Maroc ».

**Recul en matière de liberté économique :** Le Maroc était classé 101<sup>ème</sup> sur 184 sur le plan mondial et 9<sup>ème</sup> sur 14 au niveau régional. Sa note en 2024 est légèrement inférieure à la moyenne mondiale et régionale. Selon le document publié par l'Instance, les analyses des différents indicateurs en relation avec la corruption, la gouvernance et les sujets connexes ont montré que les résultats du Maroc et son positionnement sur le plan mondial et régional restent assez mitigés depuis deux décen-

nies et généralement en deçà des attentes et des objectifs fixés par les autorités et institutions compétentes.

### 3. Suivi d'exécution, coordination et évaluation des stratégies et politiques publiques

L'Instance a souligné que malgré les réalisations atteintes à différents niveaux par les dix programmes de la stratégie nationale anti-corruption (SNLCC), les objectifs fixés par cette stratégie sont loin d'être réalisés et semblent même hors de portée. Cela est mis en évidence, notamment, par les régressions enregistrées dans plusieurs indicateurs internationaux pertinents.

Aussi, au vu des insuffisances constatées dans le contenu et la mise en œuvre de la SNLCC, l'INPPLC a-t-elle recommandé « le développement, tant sur le plan méthodologique que sur le plan pratique, d'un système d'évaluation de la stratégie visant à établir les premiers fondements pour une analyse et une base d'évaluation d'impact, qui exploiterait toutes les données disponibles. Ceci dans le but de développer et de suivre un certain nombre d'indicateurs relatifs à l'impact de ladite stratégie, à la fois dans son ensemble et dans ses divers programmes et projets, de manière plus ciblée ».

### 4. Recommandations

Dans le cadre de l'élaboration de la feuille de route du comité national d'amélioration de l'environnement des affaires pour la période 2023-26, l'INPPLC a suggéré aux partenaires du comité d'intégrer un quatrième pilier lié à « l'éthique, l'intégrité et la prévention de la corruption ». Elle a proposé l'intégration de la conformité aux normes d'intégrité et de prévention de la corruption (ISO 37001 lignes directrices de l'OCDE) en plus des trois axes fondamentaux de cette stratégie, liés à l'amélioration des conditions structurelles du processus de l'investissement et de l'entrepreneuriat, le soutien à la compétitivité nationale, et le développement d'un environnement favorable à l'entrepreneuriat et à l'innovation. Pour une réactivité dans le cadre de la convergence et la complémentarité institutionnelle, l'Instance a recommandé :

- La transformation digitale, pilier fondamental pour la prévention et la lutte contre la corruption ;
- La régulation du conflit d'intérêt par un système efficace d'encadrement, de traitement et de régulation ;

- L'encouragement du journalisme d'investigation pour un rôle clé dans la lutte contre la corruption par Consolidation de la liberté de la presse et de l'édition.

### b3. Conseil de la Concurrence : Affaire des hydrocarbures

La Constitution de 2011 a intégré le Conseil de la Concurrence (CDC) parmi les instances de bonne gouvernance et de régulation. En effet, le CDC est « une institution indépendante, chargée, dans le cadre de l'organisation d'une concurrence libre et loyale, d'assurer la transparence et l'équité dans les relations économiques, notamment à travers l'analyse et la régulation de la concurrence sur les marchés, le contrôle des pratiques anti concurrentielles, des pratiques commerciales déloyales et des opérations de concentration économique et de monopole » (Article 166 de la Constitution).

Après sa création, le CDC a connu, pendant plusieurs années, une « paralysie » dans son fonctionnement et fut voué ainsi à une existence purement formelle. Avec l'affaire dite des hydrocarbures, le réveil de cette institution sera brutal. En effet, il s'agit là de l'un des secteurs où prévalent l'économie de rente et le conflit d'intérêt par excellence. En juillet 2020, le CDC a étudié le secteur des hydrocarbures, déjà mis à l'index par une commission d'enquête parlementaire qui avait mené des investigations et abouti à un rapport alarmant, dénonçant une situation de monopole et de pratiques anticoncurrentielles flagrantes. Le CDC, sur la base de ses conclusions, en 2020, a ainsi pris deux décisions confirmant l'existence d'ententes et de pratiques contraires à la concurrence loyale et transparente par les distributeurs. Ce sera, en fait, l'un des meilleurs tests de cette institution ayant en principe un rôle stratégique dans le processus d'édification de l'État de droit. En dehors de toute procédure légale, une commission royale a été désignée pour examiner ces décisions. Cette commission aurait constaté un non-respect des procédures par l'ex-président, Driss Guerraoui. Suite à ce constat, le rapporteur général du CDC, dans un communiqué diffusé au mois de juin 2023, a décidé le renvoi pour une nouvelle instruction de cette affaire. Au mois d'août 2023, le rapporteur général a annoncé l'existence d'un certain nombre de griefs relevés et communiqués aux opérateurs pétroliers et à leur organisation professionnelle, leur confirmant que le CC dispose d'éléments probants caractérisant l'existence de pratiques anti concurrentielles commises par neuf sociétés du secteur des hydrocar-

bures, en matière d'approvisionnement, de stockage et de distribution de gasoil et d'essence. Les neuf sociétés concernées, ont exprimé le souhait de bénéficier de la procédure d'entente. Le CC a examiné et validé les réponses et les demandes desdites sociétés. Après discussion avec chacune de ces sociétés, le rapporteur général et les sociétés concernées ont conclu des accords transactionnels donnant lieu à des procès-verbaux dont la signature par les parties a mis fin au contentieux opposant le CDC auxdites sociétés incriminées. La décision a ainsi été notifiée le 23 novembre 2023, portant sur une amende d'un montant global de 1 840 410 426 dirhams, à payer par les 9 sociétés, ainsi que sur l'adoption d'engagements visant l'amélioration du fonctionnement commercial du marché des hydrocarbures et la prévention des pratiques anticoncurrentielles.

Suite à cet accord, Transparency Maroc a réagi par un communiqué pour dénoncer l'irrespect de la lettre et de l'esprit de l'article 166 de la Constitution. En effet, la décision finale basée sur l'accord transactionnel et publiée ne précise ni la nature des infractions retenues contre chaque société, ni le montant pour chacune, et encore moins les critères appliqués par le CDC, et ce contrairement à ce que prévoit la loi relative à la liberté des prix et à la concurrence notamment l'article 39. Cette décision où prévaut une logique forfaitaire n'a aucun soubassement légal. Plus grave, l'accord transactionnel n'a pas fait l'objet d'une publication sur le site du CDC, malgré l'absence de données personnelles ou privées. Par ailleurs, il y a lieu de rappeler que le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les prix de vente des hydrocarbures avait constaté l'absence de mesures d'accompagnement du processus de libéralisation du marché des hydrocarbures, notamment la mise en place d'un système de suivi des variations des prix des produits pétroliers à l'international et leurs impacts sur le marché national. Ce vide politique et juridique a favorisé les pratiques anticoncurrentielles.

De même la commission parlementaire avait évalué les surprofits illégaux réalisés à un montant global de 15 milliards de dirhams, pour la période 2016 à 2017. Ce montant devrait atteindre 60 milliards de dirhams en 2023, soit plus de 30 fois le montant de l'amende transactionnelle. Le CDC n'a pris aucune décision quant au reversement des surprofits illégaux. Au contraire, les prix des hydrocarbures continuent à être déterminés en dehors des règles de la concurrence loyale et transparente. Cette situation consacre l'impunité et remet en cause la crédibilité d'une

institution constitutionnelle dont la mission principale est la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles.

Ce dysfonctionnement dans la décision de l'affaire des hydrocarbures soulève deux faits qui impactent négativement l'exercice des attributions du conseil de la concurrence :

### *1. L'EXISTENCE D'UNE SITUATION DE CONFLIT D'INTÉRÊTS DANS LA PERSONNE DU CHEF DU GOUVERNEMENT*

L'INPPLC définit le conflit d'intérêts comme « tout cas dans lequel un agent public a un intérêt matériel ou moral qui entre en conflit ou est susceptible d'entrer en conflit avec ce que son travail exige d'intégrité, d'indépendance, d'impartialité et de préservation de l'argent public, que cet intérêt le concerne personnellement ou concerne un membre de sa famille ou des amis proches, ses adversaires ou l'une des personnes avec lesquelles il est associé ».

Pour le Conseil de la concurrence, le conflit d'intérêts est évident :

D'une part, le chef du gouvernement est un acteur dans le domaine économique, un champ ouvert à la concurrence. Il dispose du pouvoir de décision concernant l'institution qui organise, contrôle et régit le domaine de la concurrence économique. D'autre part, comme chef du gouvernement, il contribue à travers son gouvernement et sa majorité parlementaire à formuler la législation relative à la concurrence et à son conseil et à la modifier de manière à permettre de servir ses intérêts économiques. A cet effet, voir la loi n° 104.12 relative à la liberté des prix et de la concurrence - Journal officiel n° 6276 du 24 juillet 2014, p. 6077, telle que modifiée et complétée par la loi, n° 40.21, Journal officiel n° 7152 du 15 décembre 2022, p. 7915, et loi n°20.13 relative au Conseil de la concurrence, telle que modifiée et complétée par la loi n° 41.21.

Aujourd'hui la majorité des 12 membres du conseil est nommée par le chef du gouvernement : 2 juges sur proposition du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ) mais les 10 membres restants, sont nommés sur proposition de l'autorité gouvernementale compétente. Cette autorité gouvernementale compétente désigne les ministres du gouvernement, le chef du gouvernement dispose donc d'une large marge de manœuvre pour sélectionner les 10 membres du CDC !

## *2. L'ACCORD AVEC LES SOCIÉTÉS OPÉRANT DANS LES MARCHÉS D'APPROVISIONNEMENT, DU STOCKAGE ET DE LA DISTRIBUTION DES HYDROCARBURES EST ENTACHÉ DE LACUNES GRAVES*

La décision portant accord de paiement à titre de règlement transactionnel n'a pas précisé les critères utilisés concernant le montant du règlement pour chaque entreprise, comme c'est le cas des normes adoptées en cas de sanctions financières conformément à l'article 39 de la loi relative à la liberté d'entreprise. Cela se fait sur la base des éléments suivants :

- Le chiffre d'affaires en relation avec l'infraction et les ventes des biens ou services réalisés par le contrevenant durant le dernier exercice clos, dans le marché géographique concerné ;
- La durée de l'infraction en nombre d'années ;
- L'enrichissement indu et les montants indûment récoltés par le biais de l'infraction ;
- Le degré d'implication de l'entreprise ou l'organisme dans l'infraction.

Le montant de la sanction pécuniaire est également proportionné à la gravité des faits reprochés, à l'ignorance du dommage causé à l'économie, à la situation de l'entreprise ou de l'organisme sanctionné ou du groupe auquel l'entreprise appartient. Ce montant est déterminé individuellement pour chaque entreprise ou organisme sanctionné et de façon motivée pour chaque sanction, en tenant compte de l'existence des circonstances atténuantes ou aggravantes.

Bien que l'article 14 de la loi 20.13 relative au Conseil de la concurrence (dernier alinéa) stipule que les décisions du Conseil de la concurrence doivent être publiées sur son site sans exception, sauf pour ce qui conduit à la divulgation de secrets des affaires, le Conseil n'a pas publié les détails qui ne contiennent pas de secrets protégés. La publication permet une plus grande transparence et des avantages pour les chercheurs et toutes les personnes intéressées.

Une des conclusions de l'avis est la répercussion immédiate des hausses des prix à l'international et le décalage dans le temps en cas de baisses, ce qui permet des bénéfices illégitimes. Depuis la date de l'accord, aucune procédure n'a été annoncée pour récupérer les bénéfices illégaux. Les bénéfices excessifs sont restés en vigueur après la décision du Conseil de la Concurrence, puisque le prix moyen de vente dépasse

toujours le prix de référence issu du système de fixation des prix des produits pétroliers avant la libéralisation des prix ce qui fait perdre à la décision toute crédibilité dans l'imposition d'une concurrence transparente et loyale et dans le rôle dissuasif du Conseil de la concurrence face aux déséquilibres. Pour toutes ces considérations, Transparency Maroc appelle la Cour des comptes à enquêter sur les pratiques de corruption et d'enrichissement illicite dans le secteur et à prendre les mesures nécessaires conformément à la loi.

#### **IV. Les affaires de corruption portées devant la justice (2023)**

Les nombreuses affaires de corruption portées devant la justice en 2023, y compris celles impliquant des membres des deux chambres du Parlement, constituent un indicateur extrêmement préoccupant. En effet, ces indicateurs dessinent le portrait d'un Maroc confronté à une corruption systémique et généralisée, qui menace la stabilité sociale, économique et politique du pays, favorise les situations de rente et protège les activités illicites. Parmi ces affaires, nous citons :

##### **L'affaire de l'ancien ministre Mohamed Moubdii**

Le juge d'instruction de la Cour d'appel de Casablanca a transmis le dossier de l'ancien ministre et parlementaire, président de la commune de Fqih Ben Salah, Mohamed Moubdii, détenu depuis le 26 avril 2023. Il est poursuivi pour des accusations liées au détournement de fonds publics, abus de pouvoir, corruption, falsification de documents officiels, commerciaux et privés, ainsi que des manipulations dans les marchés publics. Ce dossier a été renvoyé à la Chambre criminelle de première instance.

Suite à cette décision, la juridiction compétente organisera des sessions de procès pour Mohamed Moubdii, qui est actuellement en détention provisoire à la prison d'Oukacha, en même temps que sept autres accusés également impliqués dans la même affaire.

##### **L'affaire du dossier « Escobar du Sahara »**

Le jeudi 21 décembre 2023, la brigade nationale de la police judiciaire a présenté 25 personnes au procureur général près la Cour d'appel de Casablanca, dans le cadre du dossier relatif à l'affaire « Escobar du

Sahara ». Ces accusés ont été déférés devant le juge d'instruction, qui, après des enquêtes approfondies, a ordonné la détention provisoire de Saïd Naciri, président du Conseil préfectoral de Casablanca et président du club Wydad de Casablanca, ainsi que Abdennabi Bioui, président de la région de l'Oriental, et 19 autres accusés à la prison locale d'Oukacha.

Saïd Naciri est poursuivi pour trafic international de drogues, falsification et constitution d'une organisation criminelle, tandis qu'Abdennabi Bioui est poursuivi pour falsification de contrats immobiliers, de documents de camions, trafic international de drogues et formation d'une organisation criminelle.

### L'affaire de la clinique de Bouskoura à Casablanca

Le 14 décembre 2023, le tribunal de première instance de Casablanca a rendu son jugement concernant l'affaire liée à la clinique de Bouskoura. Dans cette affaire, un patient a surpris des membres du personnel de la clinique en train de recevoir un pot-de-vin, pris en flagrant délit grâce à une dénonciation faite au Centre d'assistance aux victimes de corruption de Transparency Maroc. Cette dernière s'est constituée partie civile dans le dossier, qui a été reporté à plusieurs reprises. Les peines prononcées varient de deux à trois mois de prison ferme, assorties d'amendes allant de 5 000 à 10 000 dirhams et d'un dirham symbolique en faveur de Transparency Maroc. L'association a fait appel du jugement par l'intermédiaire de son représentant légal.

### Les affaires des marchés publics dans le secteur de la santé

Le mardi 23 avril 2023, la Cour d'appel de Casablanca a commencé le procès des accusés dans l'affaire du réseau démantelé, soupçonné de manipulations dans des marchés publics liés au ministère de la Santé et de la Protection sociale. Ce réseau inclut des responsables de certaines directions du ministère, un délégué régional, ainsi que des chefs d'entreprises et leurs collaborateurs ayant participé à ces marchés publics. Les accusés sont poursuivis pour corruption, fraude, détournement de fonds publics et manipulations dans les marchés relatifs aux institutions publiques.

Il convient de rappeler qu'une plainte conjointe avait été déposée auprès de la Présidence du Ministère public par l'Association Marocaine



des Droits de l'Homme et Transparency Maroc, dénonçant des irrégularités dans les marchés publics de la Santé et de la Protection Sociale durant la pandémie entre 2020 et 2021. Cependant, la Présidence du Ministère public a classé la plainte, estimant qu'elle ne contenait pas suffisamment d'éléments pour lancer une enquête.

### L'affaire du casino Saadi

L'affaire du casino Saadi stagne toujours après quinze ans de procédures judiciaires. En novembre 2020, la Cour d'appel de Marrakech avait confirmé les jugements rendus en première instance, condamnant les accusés à des peines allant de deux à cinq ans de prison ferme. Cependant, la Cour de cassation n'a toujours pas rendu son verdict après quatre ans d'examen en cassation. Pour rappel, Transparency Maroc avait demandé à la commune de Marrakech de justifier publiquement son absence de suivi concernant la récupération des fonds détournés dans cette affaire, estimés à 20 millions de dirhams. Une demande similaire avait été adressée au Procureur Judiciaire du Royaume, sans résultat. Cette affaire, ainsi que la lenteur des procédures judiciaires dans la lutte contre la corruption, soulèvent des interrogations sur la volonté réelle de combattre ce fléau.

## V. Projets et activités de l'association

L'association a poursuivi la mise en œuvre de ses projets en s'appuyant sur les objectifs définis dans sa stratégie, qui s'articulent autour de la formation, la sensibilisation et le plaidoyer. Les projets suivants ont été réalisés :

### 1. Renforcement des capacités de la société civile en matière de plaidoyer (E-Fahm)

Ce projet vise à renforcer les capacités des organisations de la société civile en matière de plaidoyer, à sensibiliser aux effets néfastes de la corruption, et à promouvoir les principes de responsabilité et de lutte contre l'impunité. À cette fin, les différentes activités du projet ont porté sur :

- La création d'une plateforme en ligne dédiée à l'apprentissage électronique et à la communication numérique pour le projet ;

- L'organisation d'une rencontre d'échange sur le droit d'accès à l'information à Rabat ;
- L'organisation de 4 ateliers de formation en ligne sur le droit d'accès à l'information et la corruption sexuelle, dans les villes de Fès, Casablanca, Tanger et Oujda ;
- L'organisation d'une rencontre nationale sur le droit d'accès à l'information à Rabat ;
- La préparation d'une étude juridique sur la corruption sexuelle et l'organisation d'un colloque national pour présenter l'étude à Rabat.

## 2. Projet « Regrouper les efforts pour accélérer les progrès en Afrique »

En 2023, ce projet a consisté en la collecte et l'analyse des données quantitatives nécessaires à l'élaboration d'indicateurs composites permettant d'évaluer les risques liés aux flux financiers illicites à l'échelle nationale. L'analyse a été réalisée selon la méthodologie d'évaluation des risques des flux financiers illicites associés à la corruption et à l'évasion fiscale, développée par Transparency International. Ce projet, mené en collaboration avec d'autres branches africaines, dont Transparency Maroc, vise à mettre en évidence la vulnérabilité des pays africains face aux flux financiers illicites et à l'évasion fiscale.

## 3. Projet « Renforcement des réseaux de la société civile en matière de redevabilité » (SANCUS)

En 2023, le projet SANCUS au Maroc a été marqué par plusieurs activités majeures qui ont culminé avec la clôture du projet en novembre 2023. Parmi les réalisations :

- La finalisation de deux plateformes : la première, E-Tachawor, dédiée au plaidoyer, et la seconde, Shikaya, axée sur la sensibilisation et l'éducation ;
- Le renforcement des capacités des membres de la coalition marocaine pour la responsabilité institutionnelle, ainsi que des étudiants participant au projet, en matière de finances publiques et de techniques de responsabilité ;
- La présentation de l'étude de terrain sur la participation citoyenne dans l'élaboration et l'évaluation des budgets et la gestion des finances publiques. Cette étude a été menée dans les communes d'Aït

Melloul et de Leqliaa, dans la région de Souss-Massa, en partenariat avec l'association « Tamdoutt », membre de la coalition des organisations de la société civile pour la responsabilité institutionnelle.

- **Concertation avec les commissions du Parlement dans le cadre du projet** l'objectif étant de présenter la vision du projet ainsi que la plateforme digitale E-Tachawor créée dans ce cadre qui vise à créer un espace d'échange entre les associations de la société civile et les commissions parlementaires et des parlementaires autour des thématiques liées à la transparence budgétaire et des finances publiques ; seul le groupe le parti de la justice et développement (PJD) de la chambre des conseillers a répondu et une réunion a été tenue mais sans suite.

#### 4. Lecture dans le livre de feu Maître Abderrahim Berrada

Suite au décès du militant Maître Abderrahim Berrada, l'un des fondateurs de l'association Transparency Maroc, qui a soutenu l'association tout au long de son parcours grâce à ses idées, ses écrits, sa rigueur habituelle et son professionnalisme exemplaire en tant qu'avocat, un hommage lui a été rendu en 2023 à Casablanca, à l'occasion du premier anniversaire de son décès. Cet événement, organisé par l'association, a réuni sa famille ainsi que ses proches et amis.

Une lecture de son ouvrage, intitulé « Plaidoirie pour un Maroc laïque », a également été organisée par Maître Mohammed Sassi le mardi 20 février 2024, en commémoration du deuxième anniversaire de son décès. Cette rencontre s'est tenue au Club de l'Ordre des avocats à Rabat

#### 5. Partenariats et ouverture

- La Fédération de la Gauche Démocratique lors d'une réunion au siège de TM à Rabat le 15 Mars 2023, cette rencontre a ressorti l'intérêt de la fédération de faire appel à l'expertise de TM concernant ses thématiques principales ;
- Une rencontre avec l'INPPLC le 17 janvier 2023 pour renforcer les actions d'objectifs communs ;

- La signature d'un accord de partenariat avec le Club des magistrats et l'organisation d'une table ronde le 18 Novembre 2023 sur le thème de la « transparence dans la justice » ;
- Signature posthume d'une convention de partenariat avec le Barreau de Rabat lors de la clôture de l'hommage à feu Abdelaziz.

## 6. Projet d'adhésion

Pour assurer la continuité du travail de l'association et l'enrichir avec de nouvelles énergies, notamment jeunes, une commission d'adhésion a été mise en place. Celle-ci s'est concentrée sur l'élaboration de propositions en la matière. Dans un premier temps, la commission a étudié les demandes d'adhésion et a travaillé à développer une base de données pour examiner ces demandes. Elle a également organisé une rencontre avec certaines personnes souhaitant rejoindre l'association, mais les résultats de ces efforts n'ont pas été concluants.

## 7. Stratégie de recherche de financements

Lors de ses réunions périodiques en 2023, le bureau exécutif s'est focalisé sur l'élaboration d'une stratégie de recherche de financements auprès de bailleurs de fonds potentiels. Cette stratégie vise à mobiliser des ressources financières nécessaires pour exécuter les projets de l'association dans le domaine de la gestion financière, tout en renforçant son action contre la corruption et en favorisant la transparence. Elle vise également à renforcer la crédibilité et à améliorer le positionnement de l'association. Il a été décidé de contacter plusieurs donateurs potentiels, notamment des organisations internationales et des ambassades, afin de planifier des rencontres avec eux, leur présenter les réalisations de l'association et discuter des perspectives de coopération.

## 8. Renouvellement de l'accréditation de Transparency Maroc

Il a été décidé de renouveler l'accréditation de Transparency Maroc en mars 2023 par l'organisation Transparency International. À cette occasion, l'organisation internationale a formulé des recommandations, notamment l'adoption d'une durée déterminée pour les mandats de tous les membres du Conseil National et du bureau exécutif, afin de garantir l'alternance des membres. Ces recommandations ont été prises en

compte par Transparency Maroc, ainsi le bureau exécutif a soumis une proposition lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Rabat le 8 juillet 2023, visant à amender le statut de l'association. Ces modifications ont été approuvées par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

### 9. L'Accréditation de TM a été accordée

Rappelons que la lettre d'accréditation de TI-S de mars 2020 avait recommandé les actions suivantes :

- 1- Introduire des limites pour les mandats des membres du CN et du Bureau dans les statuts de TM (chose faite) ;
- 2-Mettre en place une charte contre le harcèlement sexuel et ajuster le rôle du comité d'éthique (le SG recommande de créer un comité restreint pour ce faire) ;
- 3-Veiller à la diversité des âges (voir membership).

---

## VI. Les perspectives : Deux impératives pour le renouveau et la continuité

Depuis plusieurs années, le maintien des membres, le renouvellement des générations et le renforcement des finances de TM restent des préoccupations majeures. Les réponses à ce jour pour ces trois axes sont restées insuffisantes et particulièrement pour le renouvellement des générations.

A cet effet, une des pistes prometteuses est de veiller en priorité au lancement du projet de l'« Université de la transparence ». Ce projet peut avoir deux résultats : Former des jeunes universitaires à la veille de leur sortie dans le domaine professionnel pour essaimer des acteurs de lutte contre la corruption dans les secteurs publics et privé et constituer une pépinière pour le recrutement de jeunes disposés à renforcer l'association. Cette solution peut être couplée au recrutement de membres parmi les amis et connaissances des membres actuels. Toutefois, cette dernière piste risque d'être ponctuelle ou limitée dans la mesure où les amis et connaissances de la majorité des membres actuels de TM risquent aussi d'être âgés.

Pour le maintien des nouveaux membres, outre la constitution de commissions thématiques qui ont montré leur limite, il est possible d'affecter les nouveaux membres comme encadrant pour le suivi de projets en fonction de leur profils et intérêt pour la thématique du projet.

Pour ce qui est de la situation financière, la commission ad hoc pourra continuer l'effort qu'elle a entamé de solliciter des entreprises, ambassades et des fondations ainsi que des personnes. Il est aussi possible de solliciter le budget public et des collectivités territoriales, une option que l'association a souvent occultée.

De même l'effort fait cette année de 2024 en matière de recherche de financement de projet devra être soutenu pour démultiplier les projets et les réseaux de partenaires.







## VI. الآفاق : ضرورة التجديد والاستمرارية

على مدى عدة سنوات، ظلت مسألة استمرارية الأعضاء وتجديد الأجيال عبر التشييب وتعزيز الموارد المالية للجمعية من بين الاهتمامات الرئيسية. وقد ظلت الاستجابات حتى الآن لهذه المحاور الثلاثة غير كافية وخاصة فيما يتصل بتجديد الأجيال.

ولتحقيق هذه الغاية، فإن أحد السبل الواعدة هو ضمان إطلاق مشروع «جامعة الشفافية» كألوية، والتي يمكن أن يحقق نتيجتين، وهي تكوين الجامعيين الشباب عشية دخولهم المجال المهني لتكوين فاعلين في مكافحة الفساد في القطاعين العام والخاص، وتشكيل أرضية خصبة لتعبئة الشباب الراغبين في الانضمام للجمعية. ويمكن تعزيز هذه الامكانية عبر تعبئة أعضاء جدد من بين أصدقاء ومعارف الأعضاء الحاليين. ومع ذلك، فمن المرجح أن يكون هذا المسار الأخير محدوداً ما لم يكن من ضمنهم طاقات شابة تعطي للجمعية زخماً جديداً.

وللحفاظ على استمرارية الأعضاء الجدد، فعلاوة على أن اللجان الموضوعاتية أظهرت محدوديتها، فمن الممكن تعيين أعضاء جدد كمشرفين على متابعة المشاريع وفقاً لاهتماماتهم بالمواضيع التي تشتغل عليها اللجان.

وفيما يتعلق بالوضع المالي، ستمكن اللجنة الخاصة من مواصلة الجهود التي بدأتها لربط الاتصالات مع مختلف المانحين والمؤسسات والسفارات وكذلك الأفراد. ومن الممكن أيضاً العمل على طلب التمويل العمومي، وهو الخيار الذي غالباً ما تجاهلته الجمعية.

## 6. مشروع العضوية

لضمان الاستمرارية لعمل الجمعية ومدها بطاقات جديدة شابة، تم تشكيل لجنة «العضوية» التي قامت بتقديم مقترحات في هذا الشأن، حيث انكبت في بداية الامر على دراسة طلبات الانضمام الى الجمعية والعمل على تطوير قاعدة بيانات لدراسة هذه الطلبات. كما استدعت اللجنة بعض الراغبين في الالتحاق بالجمعية للقاء توافلي الا أن الاستجابة لم تكن مثمرة.

## 7. استراتيجية البحث عن التمويلات

ركز المكتب التنفيذي خلال اجتماعاته الدورية لسنة 2023 على إقرار استراتيجية للبحث عن التمويلات لدى المانحين المحتملين، يمكنها من تعبئة الموارد المالية لتنفيذ مشاريعها المتعلقة بالتدبير المالي للجمعية تسمح بتطوير عملها ودعمه في مجال مكافحة الفساد وتعزيز الشفافية، فضلاً عن تعزيز مصداقيتها ومكانتها. حيث تقرر مراسلة مجموعة من المانحين المحتملين من منظمات دولية وسفارات بهدف عقد لقاءات معهم لتقديم منجزات الجمعية واستشراف افق التعاون.

## 8. تجديد اعتماد ترانسبرانسي المغرب

تقرر تجديد اعتماد ترانسبرانسي المغرب في شهر مارس 2023 من لدن منظمة ترانسبرانسي الدولية، وكانت التوصيات الصادرة عن هذه المنظمة إثر هذا الاعتماد تحديد مدة انتداب جميع أعضاء المجلس الوطني والمكتب التنفيذي وذلك من أجل ضمان تناوب الأعضاء. وقد تم الاخذ بعين الاعتبار هذه الملاحظات من قبل ترانسبرانسي المغرب حيث تقدم المكتب التنفيذي بمقترح للجمع العام الاستثنائي المنعقد بالرباط بتاريخ 8 يوليوز 2023 بادخال تعديلات على القانون الأساسي التي تمت الموافقة عليها من طرف الجمع العام الاستثنائي.

- وضع الصيغة النهائية للمنصتين: المنصة الإلكترونية الأولى E-Tachawor وتهتم الترفع، والمنصة الذكية الثانية Shikaya تهتم التوعية والتحسيس؛
- منجزات مرتبطة بتقوية قدرات أعضاء الائتلاف المغربي من أجل المساءلة وكذا الطالبات والطلبة المشاركين في المشروع في مجال المالية العمومية وتقنيات المساءلة؛
- تقديم الدراسة الميدانية حول المشاركة المواطنة في بلورة وتقييم الميزانيات وتدبير المال العام في كل من جماعة ايت ملول وجماعة القليعة بمنطقة سوس ماسة بشراكة مع جمعية «تمدولت» العضوة في ائتلاف منظمات المجتمع المدني من أجل المساءلة المؤسساتية.
- تنظيم لقاءات تشاورية مع اللجن البرلمانية بهدف تقديم المشروع والمنصات الالكترونية التي تم إعدادها في إطار هذا المشروع

#### 4. قراءة في كتاب الفقيه الاستاذ عبد الرحيم برادة

بعد وفاة المناضل الاستاذ عبد الرحيم برادة، أحد مؤسسي جمعية ترانسبرانسي المغرب، التي رافقها طوال مساره بأفكاره، وكتابات، وصرامته المعتادة، ومهنيته العالية كمحامي الجمعية، تم سنة 2023 في الذكرى الأولى لوفاته تنظيم لقاء تكريمي له في الدار البيضاء من طرف الجمعية حضره عائلته وأصدقائه كما تم تنظيم قراءة في كتاب الفقيه الذي يحمل عنوان «plaidoirie pour un Maroc laïque»، أنجزها الأستاذ محمد الساسي وذلك يوم الثلاثاء 20 فبراير 2024 الذي يصادف الذكرى الثانية لوفاته، وذلك بناي هيئة المحامين بالرباط المحيط.

#### 5. الشراكات والانفتاح

- عقد اجتماع مع الهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها بتاريخ 17 يناير 2023 لتعزيز الإجراءات نحو الأهداف المشتركة؛
- تنظيم اجتماع مع فيدرالية اليسار الديمقراطي بمقر الحزب بالرباط يوم 15 مارس 2023، أبرز هذا الاجتماع اهتمام الفيدرالية بالاستعانة بخبرة الجمعية بخصوص محاورها الرئيسية؛
- توقيع اتفاقية شراكة مع نادي القضاة وتنظيم مائدة مستديرة يوم 18 نوفمبر 2023 حول موضوع «الشفافية في العدالة»؛
- التوقيع على اتفاقية شراكة مع هيئة المحامين بالرباط في ختام حفل تكريم المرحوم الأستاذ عبد العزيز النويضي؛

## ٧. مشاريع وأنشطة الجمعية

تابعت الجمعية تنفيذ مشاريعها ارتكازا على الأهداف المسطرة في استراتيجيتها والتي تتمحور على التكوين والتوعية والترافع، حيث تم إنجاز المشاريع التالية:

### 1. تعزيز قدرات المجتمع المدني في مجال الترافع. (E-Fahm)

يهدف هذا المشروع الى تعزيز قدرات المجتمع المدني في مجال الترافع ورفع الوعي بأضرار الفساد وبمبادئ المساءلة ومكافحة الإفلات من العقاب. وتحقيقا لهذه الغاية، انصبت مختلف أنشطة المشروع على ما يلي:

- إنشاء منصة الكترونية للتعلم الإلكتروني والاتصالات الرقمية للمشروع؛
- تنظيم لقاء تبادلي حول موضوع حق الحصول على المعلومات بالرباط؛
- تنظيم 4 لقاءات تدريبية عبر الإنترنت حول موضوع حق الوصول إلى المعلومات والرشوة الجنسية في كل من مدينة فاس والدار البيضاء وطنجة ومدينة وجدة؛
- تنظيم لقاء وطني حول الحق في الحصول على المعلومات في الرباط؛
- إعداد دراسة قانونية حول الرشوة الجنسية وتنظيم ندوة وطنية لتقديم الدراسة بالرباط.

### 2. مشروع «توحيد الجهود لتسريع التقدم في أفريقيا»:

عرف هذا المشروع خلال سنة 2023، جمع وتحليل المعطيات الضرورية من أجل إعداد مؤشرات تركيبية لعوامل الخطر المرتبطة بالتدفقات المالية غير المشروعة على المستوى الوطني باستخدام مجموعات المعطيات المتاحة. وقد تم ملاءمة هذا التحليل مع منهجية تقييم مخاطر التدفقات المالية غير المشروعة المرتبطة بالفساد والتهرب الضريبي التي طورتها منظمة الشفافية الدولية كجزء من هذا المشروع الذي جاء بمبادرة من هذه المنظمة بالتعاون مع فروع أفريقية أخرى بما في ذلك ترانسبرانسي

المغرب، من أجل تسليط الضوء على مدى تعرض هذه البلدان للتدفقات المالية غير المشروعة والتهرب الضريبي.

### 3. مشروع «تعزيز شبكات المجتمع المدني من أجل المساءلة» (SANCUS):

عرف هذا المشروع سنة 2023، تنظيم مجموعة من الأنشطة الحيوية التي توجت باختتام المشروع في شهر نونبر 2023، وقد شهدت هذه الفترة عددا من المنجزات، هي كالتالي:

مركز مساعدة ضحايا الفساد لترانسبرنسي المغرب، وهو الملف الذي تنصبت فيه الجمعية كطرف مدني والذي تم تأجيله عدة مرات خلال الجلسات التي عقدت في هذا الشأن. وقد تراوحت الاحكام ما بين السجن النافذ ما بين شهرين وثلاثة أشهر بالإضافة الى غرامات تتراوح ما بين 5000 درهم و10000 درهم، ودرهم رمزي للجمعية المغربية لمحاربة الرشوة، ترانسبرنسي المغرب المطالبة بالحق المدني. وقد قامت الجمعية باستئناف الحكم عبر شخص ممثلها القانوني.

### قضايا الصفقات العمومية في قطاع الصحة

شرعت محكمة الاستئناف بالدار البيضاء يوم الثلاثاء 23 ابريل 2023، في محاكمة المتهمين في الملف المتعلق بالشبكة المفككة بناء على وجود شبهة التلاعب في صفقات عمومية خاصة بوزارة الصحة والحماية الاجتماعية، ويتابع ضمن صفوف هذه الشبكة الذين احيلوا بتاريخ 29 مارس 2022 امام انظار النيابة العامة بالدار البيضاء مجموعة من الأشخاص، ضمنهم مسؤولون في بعض المديريات بوزارة الصحة والحماية الاجتماعية، إلى جانب مندوب إقليمي، فضلا عن مجموعة من أصحاب الشركات والمستخدمين الذين كانوا يتعاملون معهم في إطار صفقات. ويتابع المتهمون في هذا الملف بالرشوة في الصفقات العمومية والاحتيال واختلاس الأموال العامة والتلاعب بالصفقات المتعلقة بالمؤسسات العامة.

للتذكير، فقد تم وضع شكاية مشتركة لدى النيابة العامة من طرف الجمعية المغربية لحقوق الانسان وترانسبرنسي المغرب تتعلق بالاختلالات التي عرفت الصفقات العمومية في وزارة الصحة والحماية الاجتماعية خلال فترة الجائحة بين سنتي 2020 و2021 الا أن النيابة العامة حفظتها مبررة أنها لم تجد فيها ما يكفي من الاختلالات للقيام ببحث في الموضوع.

### قضية كازينوالسعدي

لازالت قضية كازينو السعدي تراوح مكانها بعد خمسة عشر سنة من التقاضي. فبعد تأكيد محكمة الاستئناف بمراكش حكم المرحلة الابتدائية التي أدانت المتهمين بأحكام تتراوح بين سنتين وخمس سنوات سجنا نافدا في نونبر 2020، لازالت محكمة النقض لم تنطق بحكمها في هذه القضية بعد أربع سنوات في مرحلة النقض. للتذكير فقد سبق للجمعية أن طالبت من جماعة مراكش أن تبرر للعموم عدم تنصّبها كطرف مدني في الملف لاسترجاع الأموال المنهوبة في هذه القضية، كما طالبت الوكيل القضائي للمملكة بنفس الشيء دون جدوى. إن هذه القضية كنموذج إلى جانب تمطيط الزمن القضائي في محاربة الفساد تضع علامات استفهام عن الإرادة في محاربة الفساد.

## IV. قضايا الفساد المعروضة على القضاء خلال سنة 2023

تشكل قضايا الفساد العديدة المعروضة على القضاء خلال سنة 2023، ومن ضمنها أعضاء البرلمان بغرفتيه مؤشرا جد مقلق، إذ أن هذه المؤشرات ترسم معالم مغرب يُعاني من رشوة نسقية ومعممة والتي تهدد استقرار بلادنا الاجتماعي والاقتصادي والسياسي وتشجع وضعيات الريع وتُمكن من حماية الأنشطة غير المشروعة، ونذكر من بين هذه القضايا:

### قضية الوزير السابق محمد مبديع

أحال قاضي التحقيق بمحكمة الاستئناف بالدار البيضاء، ملف الوزير السابق والبرلماني رئيس جماعة الفقيه بن صالح، محمد مبديع، المعتقل منذ 26 ابريل 2023 والمتابع في قضية تتعلق بتبديد أموال عمومية واستغلال النفوذ والارتشاء والتزوير في وثائق عرفية وتجارية ورسمية، والتلاعب في الصفقات العمومية على غرفة الجنايات الابتدائية.

وعقب هذا القرار، ستقوم الهيئة القضائية المشرفة على غرفة الجنايات، بعقد جلسات محاكمة محمد مبديع الموجود رهن الاعتقال الاحتياطي بسجن عكاشة، إلى جانب سبعة متهمين آخرين متابعين بدورهم في نفس القضية.

### قضية ملف «اسكوبار الصحراء»

أحالت عناصر الفرقة الوطنية للشرطة القضائية صباح يوم الخميس 21 دجنبر 2023، على أنظار الوكيل العام بمحكمة الاستئناف بالدار البيضاء، 25 شخصا، على خلفية ملف ما سمي بـ «اسكوبار الصحراء»، حيث تقرر إحالة المتهمين على قاضي التحقيق الذي قرر بعد انتهاء جلسات التحقيق التفصيلي إيداع سعيد الناصيري، رئيس مجلس العمالة بالدار البيضاء ورئيس نادي الوداد البيضاوي وعبد النبي بعيوي، رئيس جهة الشرق، رفقة 19 متهما، رهن الاعتقال الاحتياطي بالسجن المحلي عكاشة، حيث تقرر بعد ذلك متابعة سعيد الناصيري، بجناية الاتجار الدولي بالمخدرات والتزوير وتكوين عصابة إجرامية، فيما تمت متابعة عبد النبي بعيوي، رئيس جهة الشرق الموقوف على ذمة القضية نفسها، من أجل «تزوير العقود المتعلقة بالعقارات ووثائق الشاحنات، والاتجار الدولي في المخدرات وتكوين عصابة إجرامية».

### قضية مصحة بوسكورة بالدار البيضاء

أصدرت المحكمة الابتدائية المدنية بالدار البيضاء بتاريخ 14 دجنبر 2023 حكمها في حق المتابعين في القضية المتعلقة بمصحة بوسكورة التي يواجه فيها أحد المرضى أعضاء من طاقم العيادة تم ضبطهم في وضعية تسلم رشوة في حالة تلبس على أساس عملية تبليغ من طرف الضحية لدى

يتوفر رئيس الحكومة على هامش مهم لاختيار 10 أعضاء من مجلس المنافسة!

## ب - الاتفاق مع الشركات الفاعلة في سوق شراء وتخزين وتوزيع المحروقات تشوبه نقائص خطيرة:

لم يحدد القرار القاضي بالاتفاق حول الأداء معايير تحديد المبلغ المؤدى بالنسبة لكل شركة، كما هو الحال بخصوص المعايير المعتمدة في حال العقوبات المالية، بمقتضى المادة 39 من القانون المتعلق بحرية المقاول. حيث يتم اعتماد العناصر الآتية:

- رقم المعاملات في علاقته مع الخروقات المسجلة وبيع السلع أو الخدمات المنجزة من قبل مرتكب المخالفة خلال آخر الفترة المنتهية، في المجال الجغرافي للسوق المعني؛
- مدة المخالفة بعدد السنوات؛
- الإثراء الناتج والمبالغ المحصل عليها بشكل غير مشروع عبر المخالفة؛
- درجة تورط المقاول أو الهيئة في المخالفة.

كما تتوافق العقوبة المالية أيضا ودرجة خطورة الأفعال المرتكبة، وجهل الضرر الذي ترتب على الاقتصاد ووضعية المقاول أو الهيئة الخاضعة للعقوبة أو المجموعة التي تنتمي إليها المقاول. ويتم تحديد هذا المبلغ بشكل فردي لكل مقاول أو الهيئة التي انطبقت عليها العقوبة وبشكل مُعلّل لكل عقوبة، بالأخذ بعين الاعتبار وجود ظروف مخففة أو مشددة.

رغم أن المادة 14 من القانون 20.13 المتعلق بمجلس المنافسة (الفقرة الأخيرة) يفرض نشر قرارات المجلس على مستوى موقعه، وبدون استثناء، إلا حين يتعلق الأمر بما من شأنه الكشف عن أسرار الأعمال، فإن المجلس لم ينشر التفاصيل التي لا تتضمن أسراراً محمية. علماً أن النشر يسمح بشفافية أكثر ومزايا للباحثين وكل الأطراف المهتمة.

ومن بين الخلاصات التي توصل إليها هذا الرأي، التأثير الفوري لارتفاع الأسعار دولياً والتفاوت في الوقت في حال انخفاضها، مما يتيح أرباحاً غير مشروعة. منذ تاريخ الاتفاق، لم يتم الإعلان عن أي مسطرة لاسترجاع الأرباح غير المشروعة، وبقيت الأرباح المبالغ فيها سارية المفعول بعد قرار مجلس المنافسة، حيث أن متوسط سعر البيع لا يزال يتجاوز السعر المرجعي الناتج عن نظام تحديد أسعار المنتجات النفطية قبل تحرير الأسعار مما يفقد القرار كل مصداقيته في فرض المنافسة الشفافة والعدالة وفي الدور الرادع لمجلس المنافسة في مواجهة الاختلالات. وإزاء كل هذه الاعتبارات، تدعو جمعية ترانسبرانسي المغرب المجلس الأعلى للحسابات إلى التحقيق في ممارسات الفساد والإثراء غير المشروع في هذا قطاع واتخاذ التدابير اللازمة وفقاً للقانون.

يتعين التذكير أن تقرير لجنة تقصي الحقائق البرلمانية حول أسعار بيع المحروقات، سجل غياب تدابير مواكبة لتحرير سوق المحروقات، خاصة ما يتعلق بوضع نظام تتبع لتغير أسعار المنتجات البترولية على المستوى الدولي، وتأثيره على السوق الوطني. وقد شجع هذا الفراغ السياسي والتشريعي في الممارسات غير التنافسية.

كما قامت نفس اللجنة البرلمانية بتقدير الأرباح الزائدة غير القانونية بمبلغ إجمالي بلغ 15 مليار درهم، خلال الفترة 2016 إلى 2017. هذا المبلغ كان ليلغ 60 مليار درهم في 2023، أي ما يمثل 30 مرة ما تمثله الغرامة المقررة. ولم يتخذ مجلس المنافسة أي قرار بخصوص إعادة فائض الأرباح غير القانونية. بالعكس، مازال تحديد أسعار المحروقات يتم خارج قواعد المنافسة الشريفة والشفافة. هذه الوضعية تكرر الإفلات من العقاب وتضرب في مصداقية مؤسسة دستورية دورها الأساسي مناهضة الممارسات غير التنافسية. إن هذا العيب في القرار الخاص بقضية المحروقات يثير أمرين يؤثران سلبيا على تفعيل صلاحيات مجلس المنافسة:

## أ- وجود وضعية تنازع مصالح في شخص رئيس الحكومة:

تُعرف الهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها تنازع المصالح بأنه كل وضعية يكون فيها للموظف العمومي صاحب مصلحة مادية أو معنوية تتعارض أو يحتمل أن تتعارض مع ما تقتضيه من نزاهة واستقلال وحياد وحفاظ على المال العام، سواء كانت تلك المصلحة تهمة شخصيا أو تهم أحد أفراد أسرته عائلته أو أصدقائه المقربين، أو خصومه أو أحد الأشخاص التي يرتبط بها.

بالنسبة لمجلس المنافسة، يبدو تنازع المصالح مؤكدا:

من ناحية، يعتبر رئيس الحكومة فاعلا في المجال الاقتصادي، وهو مجال مفتوح على المنافسة. له سلطة قرار بالنسبة للمؤسسة التي تنظم وتراقب وتشرف على مجال المنافسة الاقتصادية. من جهة أخرى، باعتباره رئيس حكومة، هو يساهم عبر حكومته وأغليته البرلمانية، في وضع التشريع المتعلق بالمنافسة وفي الاستشارة المتعلقة به وفي تعديله بشكل يسمح باستعمال مصالحه الاقتصادية. في هذا الصدد، يمكن الرجوع إلى القانون رقم 104.12 المتعلق بحرية الأسعار والمنافسة - الجريدة الرسمية عدد 6276 بتاريخ 24 يوليوز 2014، ص 6077، كما تم تعديله وتتميمه بالقانون رقم 40.21، الجريدة الرسمية عدد 7152 بتاريخ 15 دجنبر 2022، ص 7915، والقانون عدد 20.13 المتعلق بمجلس المنافسة، كما تم تعديله وتتميمه بالقانون عدد 41.21.

اليوم، يتم تعيين أغلبية أعضاء المجلس البالغ عددهم 12 من قبل رئيس الحكومة: وقاضيان باقتراح من المجلس الأعلى للسلطة القضائية، ولكن باقي الأعضاء العشرة المتبقين معينون بناء على اقتراح من السلطة الحكومية الوصية. هذه السلطة الحكومية تعين وزراء الحكومة، وعليه



بعد إنشائه وعلى مدى عدة سنوات، الملاحظ هو «الجمود» الذي يطبع اشتغال هذا المجلس، بالإضافة إلى طابع تواجده الشكلي المحض، ومع القضية المعروفة باسم «المحروقات»، فإن صحوه هذه المؤسسة ستكون قاسية. يتعلق الأمر هنا بواحد من القطاعات التي تتسم بسيادة واضحة لاقتصاد الربيع وتنازع المصالح بامتياز. ففي يوليو 2020، قام المجلس بدراسة قطاع المحروقات الذي تمت الإشارة إليه من قبل في تقرير مثير للقلق قامت به لجنة برلمانية لتقصي الحقائق، حيث انتقدت وضعية الاحتكار والممارسات التي تحد من المنافسة بشكل مكشوف. وقدم المجلس، على مستوى خلاصات هذا التقرير، في سنة 2020، قراراتين يؤكدان وجود توافقات وممارسات من قبل الموزعين، تحد من المنافسة الشريفة والشفافية.

يتعلق الأمر، إذن، بأحد أكبر امتحانات هذه المؤسسة ذات الدور الاستراتيجي، مبدئياً، في مسار تأسيس دولة الحق. وخارج أي مسطرة قانونية، تم تعيين لجنة ملكية لفحص هذه القرارات. ويبدو أن هذه اللجنة لاحظت عدم احترام المساطر من قبل الرئيس السابق، ادريس كراوي. وبمقتضى هذه المعايينة، قرر المقرر العام لمجلس المنافسة، في بيان تم نشره في شهر يونيو 2023، إحالة هذه القضية لتحقيق آخر. وفي شهر غشت 2023، أعلن المقرر العام وجود عدد من الشكايات تم إرسالها للفاعلين في المحروقات وتنظيماتهم المهنية، تؤكد لهم أن مجلس المنافسة يتوفر على عناصر ذات حجية تؤكد وجود ممارسات غير تنافسية من قبل تسع شركات من قطاع المحروقات، في شراء وتخزين وتوزيع الوقود والبنزين.

وعبرت الشركات التسع المعنية، عن رغبتها من أن تستفيد من مسطرة توافقية. وقام مجلس المنافسة بالبحث والمصادقة على طلباتها. وبعد مناقشته مع كل من تلك الشركات، تم الاتفاق بين المقرر العام للمجلس والشركات، على توافقات أدت إلى إعداد تقارير، بما فيها توقيع الأطراف على نهاية المنازعات بينها. وبتاريخ 23 نونبر 2023، تم تبليغ قرار تحميل المقاولات غرامة بمبلغ 1 840 410 426 درهم، بالإضافة إلى التعهد بالتزامات تهدف إلى تجويد النشاط التجاري لسوق المحروقات والوقاية من الممارسات المخلة بمبدأ المنافسة.

وفي أعقاب هذا الاتفاق، شجبت ترانسبرانسي المغرب، عبر بيان، عدم احترامه لنص وروح الفصل 166 من الدستور. حيث أن القرار النهائي المبني على اتفاق التسوية والذي تم نشره، لا يوضح لا طبيعة الخروقات التي تم تسجيلها بالنسبة لكل شركة، ولا مبلغ الغرامة لكل منها، ولا المعايير المعتمدة من مجلس المنافسة، مما يخالف القانون المتعلق بحرية الأسعار والمنافسة، وخاصة المادة 39.

هذا القرار، الذي يطغى عليه الطابع الجزافي، لا يستند لأي بند قانوني. الأخطر، هو أن الاتفاق لم يكن محل نشر في موقع المجلس، على الرغم من خلوه من أي معطيات شخصية أو خاصة. علاوة على ذلك،

## ب - تتبع تنفيذ وتنسيق وتقييم الاستراتيجيات والسياسات العمومية :

تشير الهيئة إلى أنه على الرغم من الإنجازات المحققة على عدة مستويات عبر البرامج العشرة للاستراتيجية الوطنية لمحاربة الرشوة، تبقى الأهداف المسطرة من قبل هذه الاستراتيجية بعيدة عن التحقق، بل وتبدو بعيدة المنال. وهذا ما تؤكد التراجعات المسجلة على مستوى عدة مؤشرات دولية مهمة.

وبالإضافة إلى ذلك، في ضوء النواقص المسجلة في محتوى وتنفيذ الاستراتيجية الوطنية لمحاربة الرشوة أوصت الهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها «بتطوير نظام لتقييم الاستراتيجية، على المستوى المنهجي والعملي، يهدف إلى إرساء الأسس الأولى للتحليل وقاعدة لتقييم الأثر، والتي من شأنها استغلال جميع المعطيات المتاحة.» وذلك بهدف تطوير ورصد عدد من المؤشرات المتعلقة بتأثير الاستراتيجية المذكورة، سواء ككل أو في برامجها ومشاريعها المختلفة، بشكل أكثر استهدافاً.

## ج - التوصيات :

في إطار إعداد خارطة طريق للجنة الوطنية لمناخ الأعمال لفترة 2023-26، أوصت الهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها شركاء اللجنة المذكورة بإدراج المحور الرابع المتعلق بـ «الأخلاقيات والنزاهة والوقاية من الرشوة». كما اقترحت إدراج الملاءمة ومعايير النزاهة والوقاية من الرشوة) الخطوط الموجهة ISO37001 لمنظمة التعاون الاقتصادي والتنمية،) بالإضافة لثلاثة محاور أساسية من هاته الاستراتيجية، مرتبطة بتطوير الظروف الهيكلية لمسار الاستثمار والمقاول، ودعم المنافسة الوطنية وتطوير المناخ المساعد للمقاوله والابتكار. كما اوصت الهيئة من أجل الاستجابة في إطار التناغم والتكامل المؤسسي ب :

- التحول الرقمي، كدعامة أساسية للوقاية من الرشوة ومحاربتها؛
- تأطير تنازع المصالح بنظام توجيهي للتتبع والتنظيم ذي فعالية؛
- تشجيع الصحافة الاستقصائية من أجل تمكينها من لعب دور محوري في محاربة الفساد عبر تدعيم حرية الصحافة والنشر.

## 3. مجلس المنافسة : قضية المحروقات

أدرج دستور 2011 في الفصل 166 مجلس المنافسة كأحد هيئات الحكامة الجيدة. حيث اعتبر أن «مجلس المنافسة هيئة مستقلة، مكلفة في إطار تنظيم منافسة حرة ومشروعة بضمان الشفافية والإنصاف في العلاقات الاقتصادية، خاصة من خلال تحليل وضبط وضعية المنافسة في الأسواق، ومراقبة الممارسات المنافية لها والممارسات التجارية غير المشروعة وعمليات التركيز الاقتصادي والاحتكار».

وكشفت نتائج هذه الدراسة الميدانية، التي قامت بها الهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها، أن مواطن من بين أربعة، سبق وتعرض هو أو شخص من أسرته على الأقل لإحدى حالات الفساد خلال الفترة المرجعية للبحث ، وأن القطاعات الأكثر تأثراً بهذه الممارسات هي الدرك، النقل، الشرطة، الصحة في القطاع العام، القضاء، التعمير، السكنى والعقار في القطاع الخاص وأيضاً القيادات والباشويات.»

بالنسبة للمقاولات، يوضح البحث أن 57% من حالات الرشوة تتعلق بنيل التراخيص الإدارية 51 % بالصفقات العمومية، و50% بالتوظيف والتعيينات والترقية. كما اعتبرت قرابة 70% من المقاولات التي استجوبت على أن الرشوة مستفحلة أو جد مستفحلة في المغرب. ويُنظر إلى المساعدات الحكومية للمقاولات والمؤسسات الخاصة (42%) وعمليات الشراء والتوريد في القطاع الخاص (28%) على أنها مصادر للفساد. وتعتبر 45% من الشركات أن ملامسة تطور الرشوة عرفت ارتفاعاً خلال السنوات الأخيرة.

من جهة ثانية، يعتبر المستجوبون أن أسباب ونتائج الرشوة متشابهة: «الفوارق الاجتماعية، إفقار الدولة، التفاوتات وعدم المساواة في توزيع الثروات، تراجع القدرة الشرائية والفقر كنتائج سلبية لانتشار الرشوة». وهو الاستنتاج الذي يتلاقى مع ما وصلت إليه نتائج دراسة ترانسبرانسي المغرب في 2021 التي بينت أن الرشوة النسقية، عامل ومؤشر للتنمية السيئة.

في المغرب، يظل القطاع الخاص هشاً ومستسلماً لظاهرة الرشوة. فخلال 12 شهراً السابقة للدراسة، عبرت 23% من المقاولات أنها كانت ضحية للرشوة، ولكن فقط 3% أبلغت عن ذلك. وتظل الشكاوى والتظلمات ضعيفة بسبب «ابتدال الرشوة وفقدان الثقة في مآل الشكاوى أو التظلم والخوف من الاعمال الانتقامية المحتملة».

يعتبر المستجوبون أن «الأعمال التي تهدف للحد من الرشوة، بما فيها الاستراتيجية الوطنية لمحاربة الرشوة تظل بدون فعالية، كما يرون أن تطبيق القوانين والعقوبات، التربية والتوعية وتقوية الرقابة والتفتيش ووضع آليات تسهل التبليغ وتحمي المبلغين هي أهم ما يتعين القيام به للحد بشكل فعال من الرشوة بالمغرب».

**تراجع في الحرية الاقتصادية:** احتل المغرب الرتبة 101 من بين 184 عالمياً والرتبة 9 من أصل 14 على المستوى الإقليمي. التنقيط في 2024 أقل من المعدل العالمي والجهوي. وحسب تقرير الهيئة، فإن تحليلات مختلف المؤشرات المتعلقة بالفساد والحكامة والموضوعات ذات الصلة أظهرت أن نتائج المغرب وموقعه على المستوى العالمي والإقليمي تظل مختلطة إلى حد ما منذ عقدين، ودون التوقعات والأهداف التي حددتها السلطات والمؤسسات المختصة.

الجهوية المتقدمة الذي يتعين تسريعه. في النهاية، قام المجلس بعدد من التقييمات الذاتية من خلال تقييم الوقع الفعلي لتوصياته السابقة.

إن نقطة الضعف التي يمكن تسجيلها ترتبط ببرمجة مهام الرقابة التي من الأفضل أن تكون أكثر شفافية وان تتم بناء على خريطة مخاطر. وعليه، يبدو أن المجلس الأعلى يولي أهمية قليلة لتتبع الصفقات العمومية على المستوى الوطني والمحلي، مع أنها منطقة مخاطر ذات أولوية فيما يتعلق بالحد من الفساد وحماية الممتلكات والمال العام.

## 2. الهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها

تقرير الهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها لسنة 2022 :

### 1. تشخيص الرشوة :

يذكر تقرير الهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها لسنة 2022 بتراجع المغرب في مؤشر مدركات الرشوة ب 5 نقط وب 23 رتبة من بين 180 دولة على الصعيد العالمي، حيث أنتقل على التوالي من نقطة 100/43 إلى 100/38 ومن الرتبة 71 إلى 94 بين 2018 و2022، مؤكدا على الطابع الهيكلي للرشوة الراسخة التي يعيشها البلد. وتمت الإشارة لهذا التراجع أيضا في نتائج البارومتر العربي للرشوة لسنة 2022، والذي يوضح تطور مدركات هذه الظاهرة، خاصة لدى الساكنة الفقيرة الهشة والمهمشة، المحرومة من الولوج لتعليم ذي جودة، وسكن لائق، وخدمات صحية وباقي الحقوق الرئيسية.

إن تنامي الرشوة له علاقة وثيقة بتراجع سيادة القانون، وتراجع الحقوق المدنية والسياسية ومؤشر النجاعة القضائية ومؤشر النزاهة الحكومية، وهو ما يؤكد تراجع مؤشر أشكال الديمقراطية (V-Dem) بين 2019-2022 في مكوناته الأربعة.

### أ- نتائج البحث الوطني حول الرشوة:

كشف البحث الوطني حول الفساد الذي شارك فيه 6000 مستجوب، منهم مواطنين مقيمين في المغرب والخارج، إضافة إلى 1100 مقابلة عن حجم الرشوة. ويعتبر قطاع الصحة الأكثر تأثرا، متبوعا بالأحزاب السياسية، الحكومة، البرلمان والنيابات. كما أن الرشوة متفشية في مجالات التوظيف، والتعيينات والترقيات المهنية في القطاع العام، ومتفشية أيضا في مجالات الدعم الاجتماعي، ومنح الرخص والمأذونيات والتراخيص الاستثنائية.

على مستوى المجالس الجهوية للحسابات، فعدد التوصيات التي تم تتبعها يبلغ 6135، تتعلق ب 409 مهمة رقابية. وبالتالي، فمعدل التنزيل هنا أهم، حيث يصل 3214 توصية تم تنفيذها، أي ما يمثل 52% من المجموع. أما عدد التوصيات التي لم تنفذ جزئياً أو كلياً فتصل إلى 2921، أي أن 1928 توصية تم تنفيذها جزئياً (32%) و993 توصية لم يتم البدء في تنفيذها (16%). أما أهم الإكراهات التي يتم الدفع بها لتبرير عدم التجاوب أو التجاوب الجزئي فتتعلق بغياب موارد مالية، بشرية و متعلقة بالتكوين، وكذا تعقيد بعض المساطر. غير أن الأمر يتعلق، من خلال الأجوبة، بغياب التنسيق وعدم احترام الالتزامات المالية أو صعوبات في إيجاد العقار الملائم لبعض المشاريع.

في الواقع، على المستوى الوطني والمحلي، فالتفسير الرئيسي يكمن في ضعف التكريس الفعلي لمبدأ ربط المسؤولية بالمحاسبة، من خلال آليات رقابية داخلية تضمن الشفافية، مع التطبيق الآلي للعقوبات الجزرية.

### أهم محاور تقرير المجلس الأعلى للحسابات (2022-2023) :

يغطي تقرير المجلس موسمي 2022-2023. فهو يشمل، بالإضافة إلى الاختصاصات القضائية للمحاكم المالية (نظام الميزانية والمالية، تتبع الحسابات والبث فيها)، عددا من المنجزات المتعلقة بمراقبة وتتبع التصريح بالممتلكات، وكذا اقتحاص الحسابات السنوية للأحزاب السياسية ومراقبة حسابات الحملات الانتخابية واستعمال الدعم السنوي الإضافي. كما يتعلق الأمر كذلك بتتبع تنفيذ الأوراش الإصلاحية الكبرى (الحماية الاجتماعية، الاستثمار، إصلاح منظومة التعليم، إصلاح المنظومة الصحية، المؤسسات والمقاولات العمومية، النظام الجبائي والمالية العمومية)، وإيضاً، مراقبة التدبير، بما في ذلك تقييم البرامج والمشاريع العمومية، وكذا تتبع تنفيذ التوصيات. وعليه، فبالنسبة ل «التصريح الإجماعي للممتلكات» يعتبر المجلس الأعلى للحسابات أن المنظومة الحالية للتصريح لا تسمح بالتتبع الفعال للممتلكات. أي أن مراقبة كل شيء، تعني عدم مراقبة أي شيء. وعلى هذا المستوى، فالرقابة ستكون موجهة بشكل أفضل بناء على خريطة مخاطر، مع اللجوء إلى التقنيات الحديثة لجعل مسار المراقبة رقمياً، وجعله أكثر نجاعة وفعالية وتقليل الحواجز والصعوبات لأبعد مدى.

بالنسبة للأحزاب السياسية، على الرغم من عدم أهمية الرهان المالي، فالأمر يتعلق بمصادقية أهم الفاعلين السياسيين والمؤسسات العمومية، وخاصة البرلمان والحكومة، وعلى هؤلاء الفاعلين أن يكونوا أول من يعطي النموذج في الشفافية وتخليق الحياة السياسية. ويشمل تتبع أكبر أوراش الإصلاح بالخصوص الحماية الاجتماعية، إصلاح الاستثمار، قطاع المؤسسات والمقاولات العمومية، وإصلاح المالية العمومية. كما أن مراقبة المجلس الأعلى انصبت أيضاً على تدبير وتقييم البرامج والمشاريع العمومية في القطاعات المالية والإدارية وكذا الاجتماعية، والقطاعات الإنتاجية والبنيات التحتية، دون نسيان التنمية المجالية وتدبير الخدمات العمومية الترابية، في سياق

## 1. المجلس الأعلى للحسابات

بالنسبة للمجلس الأعلى للحسابات، يلاحظ ضعف في معدل تنفيذ توصياته وضرورة تعزيز استقلاليته.

يعتبر المجلس الأعلى للحسابات طبقا للدستور مؤسسة مستقلة، و فاعل عمومي استراتيجي في مجال تعزيز الحكامة الجيدة وتكريس دولة القانون. ويمكن من خلال تفعيل توصياته الارتقاء بدوره في عقلنة تدبير الأموال العامة.

في البداية، كان للمجلس الأعلى للحسابات وجود شكلي أكثر مما هو فعلي. ويلقي هذا الماضي بثقله على الحاضر، ويؤثر على مسار التغيير. ففي مخططة الاستراتيجية 2022-2026، تمثل جودة التوصيات وتتبع تنفيذها الفعلي أهم التوجهات الاستراتيجية الستة. إذ أنه منذ 2022، يتم تتبع تنزيل التوصيات عبر منصة رقمية، مما سمح بتحسين مسار التتبع.

بدأت هاته التجربة تدريجيا مع القطاعات الوزارية، من أجل توسيعها بالتدريج على مجموع المؤسسات والمقاوالات العمومية، وكذا الجماعات الترابية.

في آخر تقرير سنوي للمجلس الأعلى للحسابات، برسم فترة 2022-2023، يتم التمييز بين مستويين من التتبع. بالنسبة للمجلس، باعتباره مؤسسة وطنية ومركزية، خلال هاته الفترة، يتعلق التتبع ب 389 توصية تمت صياغتها بناء على 44 مهمة رقابية. ففي مجموع هاته التوصيات، 89 تتعلق بعشرة مؤسسات عمومية والتي لم يتم نشر المعلومات حول التتبع الخاص بها، في المنصة الالكترونية، أي ما يمثل 23% من مجموع التوصيات.

بالنسبة لعدد التوصيات التي تم تنفيذها فعددها لا يتجاوز 62 من مجموع 389، أي ما يعادل 16%. وعليه، فإن 84% من التوصيات تتوزع بين 191 توصية تم إنجازها جزئيا (49%) و136 توصية لم يتم تفعيلها (35%). وهي بمثابة وضعية مثيرة للقلق، من شأنها أن تمس بمصداقية هاته المؤسسة الاستراتيجية حيال مستقبل الديمقراطية لبلادنا.

لمادا هذا التفاعل الضعيف في التفاعل من قبل المؤسسات التي تخضع للرقابة من قبل المجلس الأعلى للحسابات؟ فحسب التقرير السنوي الأخير، الذي يهدف في المقام الأول أن يكون بيداغوجيا، فإن المؤسسات المعنية بهذا القصور في التفعيل، أثارت ضرورة التفعيل التدريجي بحكم «ضعف الموارد المالية». وهو جواب غير كاف للإقناع، بحكم أن التوصيات عموما لا تتطلب تعبئة موارد، وتتعلق بالخصوص بجودة طرق الحكامة الداخلية الخاصة بها.

بالنسبة لمؤسسات أخرى، فإن تنزيل التوصيات يمكن أن يتم ربطه باعتماد مقتضيات قانونية جديدة. في حين يعزي جزء آخر تأخر التنفيذ إلى غياب تفعيل بعض الإصلاحات المرتبطة بالتوصيات. وهي دفوعات يصعب تقبلها.

على درجات على مستوى الديمقراطية أقل من 1.50.

ويصاحب العجز في الديمقراطية عجز في الحريات المدنية والسياسية وكذلك حرية التعبير والصحافة. وصنفت منظمة مراسلون بلا حدود المغرب في المرتبة 135 من بين 180 دولة في عام 2022، وفي المرتبة 144 في عام 2023، وهو ما يمثل تراجعاً بـ9 مراكز في عام 2023. وتسلط أغلبية أوجه العجز التي أشارت إليها المؤشرات المختلفة المتعلقة بالمغرب على خلل في نظام النزاهة الوطني في البلاد والحاجة إلى إنفاذ سيادة القانون.

### III. السياسات العمومية ومؤسسات الحكامة

#### أ - العمل التشريعي للحكومة

يظل رفض تجريم الإثراء غير المشروع وتعديل العقوبات المتعلقة بجرائم الرشوة، في صميم سحب الحكومة الحالية لمشروع تعديل القانون الجنائي الذي كان محل نقاش على مستوى البرلمان. ويعتبر وزير العدل على أن تجريم الإثراء غير المشروع هو بمثابة معيق لقرينة البراءة، متجاهلاً بهذا مرافعات الهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها و ترانسبرانسي المغرب ومعظم القوى الديمقراطية بالبلاد، بالإضافة إلى توصيات المؤسسات الدولية المتخصصة.

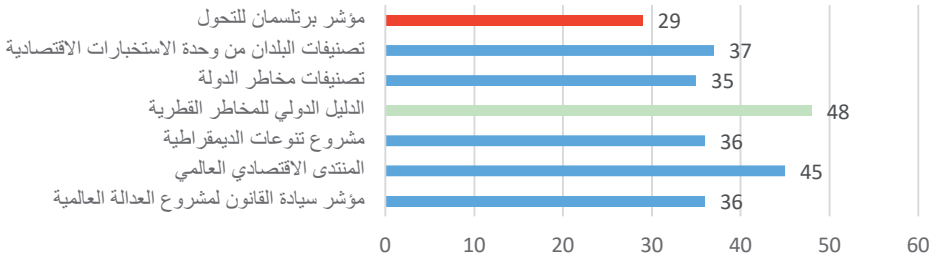
كما أنه لم يتم استخلاص أي نتيجة من المادة 107 من القانون التنظيمي 100.13 المتعلق بالمجلس الأعلى للسلطة القضائية الذي ينص على أنه: «يكلف الرئيس المنتدب للمجلس بتتبع ثروة القضاة. يحق له دائماً، بعد موافقة أعضاء المجلس، أن يقدر ثروة القضاة وأزواجهم وأولادهم بواسطة التفتيش.

يمكن أن يكون موضوع متابعة تأديبية كل قاض تثبت زيادة ممتلكاته، خلال فترة ممارسة مهامه، زيادة ملحوظة لا يستطيع تبريرها بصورة معقولة».

تذكر ترانسبرانسي المغرب، في هذا الصدد، بأن الحماية من الإثراء غير المشروع وتجرمه، وكذا تنازع المصالح، تم التنصيب عليهما في اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الفساد واتفاقية الاتحاد الأفريقي لمنع الفساد ومكافحته. وهي تمثل، بالإضافة للتدابير الفعلية لحماية المبلغين والشهود وضحايا الرشوة، أدوات أساسية لسياسة الحد من الرشوة وآليات ضرورية للمراقبة ولفعالية تدابير تتبع التصريح بالممتلكات.

في نفس السياق، يتعين التذكير بأن الحكامة تركز أيضاً على التطبيق العملي لحق الحصول على المعلومات، وأن القانون الذي صدر في 2018 يظل غير كاف في صياغته، وفي تنفيذ الفعلي، لتحقيق الحد الأدنى من أهداف الشفافية في تدبير الشأن العام.

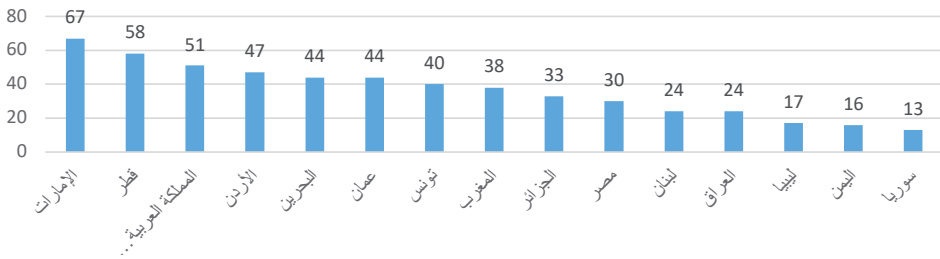
## تصنيف المغرب حسب الوكالات لسنة 2023



يلاحظ على أن النتيجة التي حصل عليها المغرب وهي 38 هي نفس النتيجة المتوسطة لمنطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا. وتتفوق سبع دول عربية على المغرب في الأداء، أبرزها تونس بـ40 نقطة، والإمارات بـ67، والأردن بـ47 نقطة.

وتحصل البلدان التي تعيش في صراعات على درجات أقل بكثير، مثل ليبيا واليمن وسوريا.

## ترتيب الدول العربية في سنة 2022



## ب - وضع الديمقراطية والحريات

تنشر وحدة التحريات الاقتصادية (Economist intelligence unit) كل عام مؤشر الديمقراطية الذي يُقيّم البلدان على أساس ستين مؤشرا تغطي عدة مجالات، مثل العمليات الانتخابية والتعددية، والحريات المدنية، والمشاركة والثقافة السياسية للسكان. وبحسب نسخة 2023، التي صدرت في فبراير 2024، فإن وضع الديمقراطية في تراجع في كل مكان تقريبا في العالم. ويتراوح المتوسط العالمي لهذا المؤشر بين 5.23 من 10 في عام 2023، و 5.29 في عام 2022.

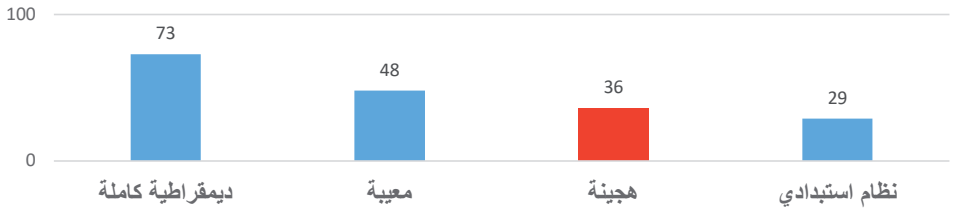
ويلاحظ من خلال تحليله تأكيدا على وجود ارتباط قوي بين الأداء الجيد في مؤشر الديمقراطية ومؤشر مدركات الفساد.

أما الدول الأعلى تصنيفاً فهي النرويج ونيوزيلندا وأيسلندا والسويد وفنلندا، بدرجات بلغت 9.30 من 10 أو أعلى. ومن بين البلدان الأدنى تصنيفاً أفغانستان وكوريا الشمالية وسوريا، التي حصلت

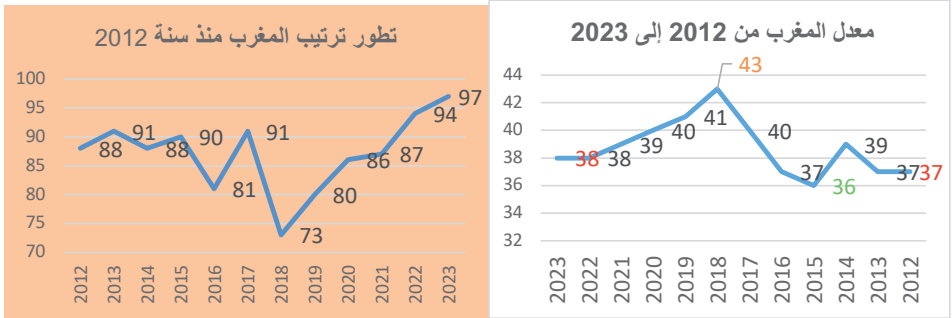


ويتضح من خلال نتائج المؤشر أن متوسط الدرجات مرتبط بطبيعة الأنظمة السياسية ووضوح الديمقراطية ونظام الحكم. ففي أعلى الترتيب، كما هو متوقع، نجد الدول المعروفة بأدائها الديمقراطي، والتي يبلغ متوسط درجاتها نحو 73 نقطة من 100. بينما نجد في أسفل الجدول الأنظمة الاستبدادية أو تلك التي تعيش صراعات وذلك بمعدل يبلغ 29 نقطة. وتحصل الأنظمة السياسية الهجينة على درجة متوسطة قدرها 36 نقطة، وتحصل الديمقراطيات المعيبة على درجة متوسطة قدرها 48 نقطة.

### المعدل حسب طبيعة النظام السياسي

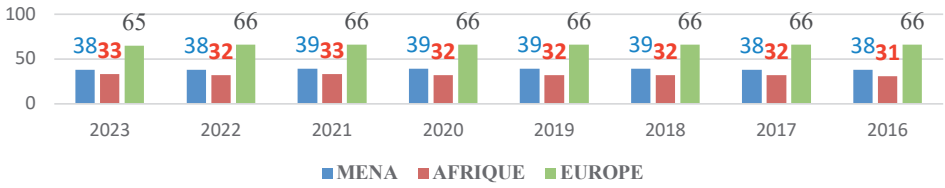


وتظل النتيجة التي حصل عليها المغرب (38) هي نفسها التي حصل عليها في عام 2022. ومع ذلك، خسرت البلاد 3 مراكز، وانتقلت من المرتبة 94 إلى المرتبة 97 من إجمالي 180 دولة في التصنيف. طوال العقد الماضي، ظل موقعها دون تغيير تقريباً: 37 في 2012-2013 و38 في 2022-2023: مسجلة انخفاضاً قدره 10 مراكز مقارنة بعام 2021 و24 مركزاً مقارنة بعام 2018.



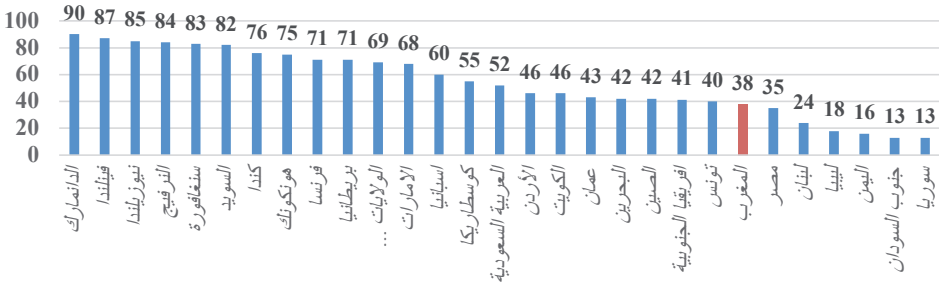
ويتم التصنيف بالنسبة للمغرب على أساس المعطيات التي جمعتها 7 وكالات والاستطلاعات اللاحقة. وتشير تقييماتهم إلى اختلافات كبيرة في عام 2023، كما في الأعوام الأخرى: فقد منحت وكالتان نقطة 45 و48 على التوالي. أما أدنى درجة فهي 29 نقطة، وهي منحت من قبل مؤسسة بيرتلسمان. وتبلغ درجات الوكالات الأخرى حوالي 36، (انظر الرسم البياني أدناه)

## المعدل العام سب مناطق العالم



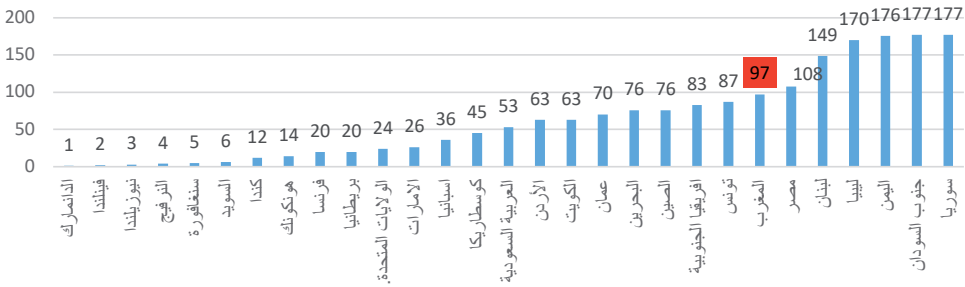
تُظهر المخططات البيانية أدناه ترتيب مجموعة مختارة من البلدان حسب القارة والمنطقة. يحصل أصحاب التصنيف الأعلى على درجة تتراوح بين 80 و90 على 100 حيث تصدر الدنمارك المراتب الأولى بـ90 نقطة. وتتراوح نقاط بعض البلدان في المستوى المتوسط، مثل إسبانيا وكوستاريكا (إسبانيا 60 وكوستاريكا 52)، في حين لا تصل الدول الأخيرة في الترتيب إلى 20 نقطة (ليبيا وجنوب السودان وسوريا بـ13 نقطة).

## نقط الدول في مؤشر إدراك الرشوة لسنة 2023



يرتبط ترتيب البلدان بشكل مباشر بالنتيجة التي حصلت عليها

## ترتيب عينة من البلدان في مؤشر إدراك الرشوة لسنة 2023



وتدعيم المنافسة الشريفة، بحيث تضرب الدولة في مصادقية مؤسساتها الدستورية وفي خطاها حول العدالة الاجتماعية ودولة القانون والمشروعية وحرية الأعمال؛

• تم تجميد استراتيجية الحكومة المتعلقة بالحد من الفساد (الاستراتيجية الوطنية لمكافحة الفساد) والتي تم تبنيها نهاية 2015، وهو ما يظهر من خلال إيقاف نشاط لجنة التتبع التي لم تنعقد سوى مرتين طوال مدة ثمان سنوات، في حين كان المفروض أن تنعقد مرتين في السنة على الأقل؛

• سحب مشروع القانون المتعلق بتتبع وتغيير مجموعة القانون الجنائي من مجلس النواب المتضمن لمقتضيات تجريم الإثراء غير المشروع بعد ست سنوات من النقاشات في البرلمان؛

• تورط عدد من المسؤولين السياسيين والمنتخبين في برائن الأنشطة الإجرامية: اتجار في المخدرات وتبييض أموال وتزوير وثائق عمومية واختلاسات ...

على الصعيد الاجتماعي، اتسمت سنة 2023 بتزايد مطرد لتكاليف الحياة، خاصة مع ارتفاع أسعار الطاقة والمواد الغذائية، وعرفت هذه السنة أيضا عدة حركات اجتماعية امتدت على مدى فترات طويلة، خاصة في قطاع التعليم مع تكرار إضرابات الأساتذة وطلبة الطب والصيدلة بالإضافة إلى حراك فكيف حيث تناضل الساكنة من أجل حقها في حماية ثروتها المائية التي أصبحت موردا ناذرا بالمنطقة.

## II. مؤشرات الحكامة والديمقراطية

### أ - مؤشر مدركات الفساد (2023) ومؤشر الديمقراطية

يشير مؤشر مدركات الفساد هذا العام، كما في الأعوام السابقة، إلى نتيجة سيئة للغاية بالنسبة للمغرب. ويبلغ متوسط مؤشر مدركات الفساد على المستوى العالمي 100/43، مما يدل على الركود منذ عام 2016. في منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا، يتقلب المتوسط بين 38 و39، بينما يبلغ في أوروبا والأمريكيتين حوالي 66.

حماس. فالدعم اللامشروط الذي تقدمه الولايات المتحدة ومعظم الدول الغربية لإسرائيل لم يتراجع في مواجهة خطر الإبادة الجماعية الذي نبهت له محكمة العدل الدولية والمنظم الدولي. ويستمر هذا الدعم من خلال استخدام الفيتو في مجلس الأمن، وحملات التضليل والقمع في كثير من الدول على إثر أي محاولة للانتقاد، وكذا نزع الصفة الآدمية عن الفلسطينيين وإنكار هويتهم وحقوقهم في فلسطين حرة. كما يضاف لجرائم الحرب والانتهاك السافر للقانون الإنساني الدولي، هناك رغبة لدى قوات الاحتلال في نزع صفة لاجئين عن الفلسطينيين والأراضي المحتلة من خلال السعي في انتقاد أنشطة منظمة الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين بل وتواجدها الذي يشهد على أكثر من 75 سنة من انكار عدالة القضية الفلسطينية.

عرف السياق الدولي للحركة العالمية لمكافحة الفساد انتخاب رئيس جديد ونائبة رئيس لترانسبرانسي الدولية، في شخص السيد فرانسوا فاليريان والسيدة كيتاكانديرانا رافيتوسون خلال الجمع العام المنعقد عن بعد من 10 إلى 12 نونبر 2023. بمساهمة لجنة من ترانسبرانسي المغرب، كما ان الجمعية شاركت في شخص الفقيه الكاتب العام عبد العزيز النويضي، في الندوة الدولية لمكافحة الفساد التي انعقدت في أطلانطا في شهر دجنبر 2023.

## ب - السياق الوطني

مازال المغرب يعاني من فساد هيكلي مستفحل. ولم تعد محاربة الرشوة من بين الأهداف ذات أولوية بالنسبة للحكومة التي تشكلت منذ انتخابات 8 شتنبر 2021. فالواضح أن تركيبها، علاوة على تصرفاتها، تشهد على تفاقم العلاقة بين السلطة السياسية وعالم الأعمال كما يتضح ذلك من خلال الوقائع التالية على سبيل المثال:

- تعيين السيد عزيز أخنوش على رأس الحكومة، واحد من أهم رجال الأعمال بالمغرب، والذي تعطي ثروته المناصب الأولى على الصعيد القاري حسب ترتيب فوربس، دون إقرار آليات ولا عقوبات تتعلق بتنازع المصالح. وعليه، تستفيد مقاولاته ومقاولات زوجته من مختلف التحفيظات والطلبات العمومية، بما فيها تلك التي يتم تفويتها في إطار التفاهم المباشر أو طلبات العروض المحدودة؛
- يتمتع عدد من أعضاء الحكومة أيضا بامتيازات اقتصادية في القطاعات التي يتولون مهام تسييرها، بشكل مبالغ فيه تتم إدانته من قبل المجتمع المدني ووسائل الإعلام المستقلة؛
- في يوليوز 2021، تم تجميد التوصيات التي نص عليها مجلس المنافسة ضد موزعي المحروقات. وبتاريخ 23 نونبر 2023، عقدت هذه المؤسسة صفقة مالية مع المقاولات المعنية وتنظيماتها المهنية، من أجل سحب ملاحظة يوليوز 2021، بمبلغ جزائي بلغ 1.840.410.426 درهم، في إطار أحد التجليات النهائية لأثر التوافقات الكبرى الموثقة من قبل هذه المؤسسة وكذا البرلمان والوزارة الوصية. هذا القرار المؤسف والجائر والذي لا سند قانوني له، لا يتماشى

كان من المقرر أن يتم الانتهاء من التقرير الايدي لسنة 2023 وتقديمه إلى الجمع العام الانتخابي في 28 يونيو 2024، إلا أن رحيل الكاتب العام لجمعيتنا الفقيه الأستاذ عبد العزيز النويحي حال دون ذلك.

وإثر وفاته المفاجئة بتاريخ 2 مايو 2024، خلال مقابلة صحفية مع هيئة تحرير صحيفة «صوت المغرب» كانت مخصصة لموضوع مكافحة الفساد والمطالبة بالمحاكمة العادلة وسيادة القانون تم تنظيم ندوة تكريمية للراحل من طرف ترانسبرنسي المغرب وهيئة المحامين بالرباط تكريماً له. خلال هذه التكريم تم عرض فيلم وثائقي وكتيب مكون من شهادات أصدقائه وزملائه، مما أعطى بعض الأفكار حول شخصية وحياة الفقيه، واختتم هذا اللقاء بالتوقيع على اتفاقية شراكة بين ترانسبرنسي المغرب وهيئة المحامين بالرباط، والتي كانت بمبادرة من الراحل الذي تميزت مسيرته النضالية بنكران الذات وتكريس اهتماماته لقضايا حقوق الانسان ومهامه في التدريس والمحاماة. عزأونا الوحيد في فقدانه سواء بالنسبة لأسرته ولنا كأصدقائه وزملائه وأيضاً لحركة حقوق الإنسان ببلادنا هو مواصلة الطريق الذي دأبنا عليه في ترانسبرنسي المغرب، والعمل على المُضيّ قُدماً في الاوراش التي استهلها تقديراً لجهوده في الدفاع عن حقوق الإنسان والنزاهة والديمقراطية وسيادة القانون. لترقد روحه في سلام.

## I. سياق محاربة الرشوة

### أ - السياق الدولي:

اتسمت سنة 2022 و2023 باندلاع الحرب الروسية-الأوكرانية، مع ما تلاها من تأثير واضح على السياسة الدولية والاقتصاد العالمي. كما أدت الأحداث المأساوية بغزة والضفة الغربية والقدس ومؤخراً في لبنان الى زيادة فتامة آفاق السلام واحترام حقوق الإنسان والتوافق الدولي. كما ساهمت التوجهات المتعلقة بالتضخم في أسعار المواد الغذائية والمحروقات على الأسواق الداخلية والقدرة الشرائية للسكان وذلك في سياق عام يتسم بتراجع الديمقراطية وتزايد السلطوية والنزعة القومية. ويبدو أن القيم الكونية المكتسبة خلال القرن العشرين في فترة تراجع ليس فقط على مستوى تفعيلها، ولكن أيضاً على مستوى التكريس الصريح لها في الكثير من الدول.

بالنسبة لمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا، انقطع الهدوء النسبي للحروب الدموية التي شهدتها العراق وسوريا واليمن بشكل مقلق، منذ تسعة أشهر، بسبب المجازر والدمار الشامل الذي ارتكبه قوات الاحتلال الإسرائيلية في غزة، رداً على حركة المقاومة الفلسطينية وخاصة



7	مقدمة
7	I. سياق محاربة الرشوة
7	أ - السياق الدولي:
8	ب - السياق الوطني
9	II. مؤشرات الحكامة والديمقراطية
9	أ - مؤشر مدركات الفساد (2023) ومؤشر الديمقراطية
12	ب - وضع الديمقراطية والحريات
13	III. السياسات العمومية ومؤسسات الحكامة
13	أ - العمل التشريعي للحكومة
14	ب - أنشطة مؤسسات الحكامة
14	1. المجلس الأعلى للحسابات
16	2. الهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها
18	3. مجلس المنافسة : قضية المحروقات
22	IV. قضايا الفساد المعروضة على القضاء خلال سنة 2023
22	قضية الوزير السابق محمد مبدع
22	قضية ملف «اسكوبار الصحراء»
22	قضية مصحة بوسكورة بالدار البيضاء
23	قضايا الصفقات العمومية في قطاع الصحة
23	قضية كازينوالسعدي
24	V. مشاريع وأنشطة الجمعية
24	1. تعزيز قدرات المجتمع المدني في مجال الترافع. (E-Fahm)
24	2. مشروع «توحيد الجهود لتسريع التقدم في أفريقيا»:
24	3. مشروع «تعزيز شبكات المجتمع المدني من أجل المساءلة» (SANCUS):
25	4. قراءة في كتاب الفقيه الاستاذ عبد الرحيم براءة
25	5. الشراكات والانفتاح
25	6. مشروع العضوية
26	7. استراتيجية البحث عن التمويلات
26	8. تجديد اعتماد ترانسبرانسي المغرب
27	VI. الآفاق : ضرورة التجديد والاستمرارية







ترانسبرانسبي المغرب  
transparency maroc

جمعية ذات منفعة عامة

## التقرير الأدي برسم سنة 2023

موجه إلى الجمع العام العادي الانتخابي  
المنعقد في الرباط بتاريخ 5 أبريل 2025



ترانسبرانسبي المغرب  
transparency maroc

جمعية ذات منفعة عامة

## التقرير الأدبي برسم سنة 2023

موجه إلى الجمع العام العادي الانتخابي

المنعقد في الرباط بتاريخ 5 أبريل 2025